

Propriétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

SAMEDI 17
DIMANCHE 18 AVRIL 1976
N° 164 1,50 F

Belgique 15 F
Commission paritaire n° 56 942
Le Quotidien du Peuple
ne paraît pas le lundi 19 avril

**BOURGOGNE
ELECTRONIQUE
Provocation
des cadres
Riposte
des ouvrières**

L'ACCORD CGT-CFDT POUR LE 1^{ER} MAI

La dernière rencontre Séguy-Mairs a débouché sur la proposition de «faire du 1^{er} mai une nouvelle et importante étape dans la lutte contre la politique du patronat et du gouvernement et pour la satisfaction des revendications». Les dirigeants des deux confédérations proposent que la journée de la veille du 1^{er} mai soit consacrée à de larges rassemblements à l'intérieur des entreprises.

Tout en enregistrant ces propositions d'action et l'annonce d'un 1^{er} mai de lutte, les travailleurs ne peuvent les apprécier sans les rapporter à ce qui a été la pratique quotidienne des directions confédérales CGT et CFDT dans la dernière période.

La direction CGT a pris l'initiative depuis plusieurs semaines de convoquer une série de journées nationales d'action, par branche, par catégorie professionnelle, présenter comme le meilleur moyen de faire murir la lutte et de préparer un mouvement plus large. Qu'en ont retiré les travailleurs, si ce n'est un certain essoufflement, et un certain doute sur les perspectives à venir, surtout quand ils ont sous les yeux la succession des grèves cheminotes qui ont en fin de compte été brisées à l'initiative des directions confédérales. Quant à la campagne pour les trois millions d'adhérents, elle se confond, dans bien des cas, sous couvert de soutien aux luttes, à une simple distribution de cartes, support à une campagne pour le programme commun.

La direction CFDT, pour sa part, critiquait assez acerbement son homologue de la CGT,

accusée de vouloir profiter des luttes pour accélérer le débouché politique de l'Union de la Gauche. En fait, derrière cette critique, les dirigeants de la CFDT visent surtout à empêcher le P«C»F et les éléments révisionnistes qui dirigent la CGT de tirer profit politique d'un grand mouvement de la classe ouvrière, profit qui se réaliserait au détriment du PS plus à l'aise sur le terrain électoral.

Mais Séguy et Maire ont fait taire ces divergences pour lancer leur appel au 1^{er} mai. Ils ne pouvaient guère faire autrement au moment où effectivement le 1^{er} mai, cette année, concentre les aspirations des luttes à venir, la volonté de construire un puissant mouvement anti-capitaliste rassemblant les actions aujourd'hui dispersées. Mais les divergences de Séguy et Maire n'ont pas disparu. Face à l'offensive ouvrière l'un et l'autre se situent non pas en fonction des intérêts des travailleurs et de leurs aspirations, mais en fonction des objectifs différents que s'assignent P«C»F et PS dans la perspective de l'arrivée au pouvoir de la «gauche», et de la gestion du capitalisme.

C'est pourquoi, dans la préparation du 1^{er} mai, pour en faire réellement une étape dans le murissement de l'offensive ouvrière, les travailleurs n'accorderont aucun crédit aux activités de dirigeants syndicaux inféodés au PS ou au P«C»F. Au contraire, ils savent que c'est dans la lutte contre leurs manœuvres politiciennes et les perspectives qu'ils offrent au mouvement que peut s'affermir cette offensive ouvrière.

LIBAN

Délégation de l'OLP en Syrie

ARAFAT et ASSAD contre le plan américain

Contre la partition

Un accord a été conclu entre le président syrien, Hafez-Al-Assad et Yasser Arafat, dans la nuit de jeudi à vendredi, après six heures de discussions. Cet accord comporte l'arrêt des combats, la réactivation de comité supérieur militaire syro-libanais-palestinien pour le contrôle du cessez-le-feu, la poursuite de la médiation syrienne.

Les deux dirigeants se sont mis d'accord pour s'opposer par tous les moyens à la partition du Liban, au plan et aux initiatives américaines dans la région, et aux tentatives d'arabisation et d'internationalisation du conflit libanais.

voir p. 7



Village occupé par les phalanges : la population s'en va

ÉTUDIANTS Coordination nationale à Toulouse

Une semaine après la coordination d'Amiens, se tient une nouvelle coordination des facultés en grève, à Toulouse, où à plusieurs reprises, les étudiants ont fait la preuve de leur détermination et de leur volonté de se lier aux masses populaires de la région. Cette semaine a été celle des manifestations du jeudi 15, dont l'ampleur a montré le caractère massif que prend aujourd'hui ce mouvement. Cette semaine a aussi été celle de l'escalade de la répression : arrestations d'étudiants dans plusieurs villes de France, matraquages criminels à Paris lors de la dislocation de la manifestation de jeudi, publicité énorme faite autour de soldisant étudiants modérés, qui ne se sentent à l'aise que derrière les nervis des groupes fascistes.

Mais surtout, et en liaison avec ces aspects, cette semaine aura été pour de nombreux étudiants l'occasion de s'interroger sur leur mouvement, de chercher à sortir de sa routine, de se démarquer des orientations réformistes.

suite p. 3

CAMBODGE

voir p. 9



**IL Y A UN AN,
LE PAYS ENTIER LIBÉRÉ
depuis un an,
le pouvoir du peuple**

ENQUÊTE ET REPORTAGE

Après la fusillade de Montredon **OÙ EN EST LE MOUVEMENT VITICOLE ? 5**

PAS UN « NIVEAU DE VIE »... MAIS UNE MANIÈRE DE VIVRE

Tallavignes, président du syndicat des vigneron de Carcassonne-Limoux raconte : « Si vous voyez un viticulteur en train de tout démolir, pensez à ceci : en temps normal, c'est l'homme le plus respectueux des choses qui soit. Ce matin même, il est passé dans la vigne de son voisin et il a bien pris garde de faire un détour, près d'une souche, pour ne pas risquer de faire tomber un bourgeon... ». « Un paysan à tout moment, construit quelque chose et il va jusqu'à l'achèvement de sa tâche. Il taillera des milliers de souches mais sur chaque souche, il aura créé quelque chose... ».

Ce contact, cet échange continu avec la vigne... La vigne qui rythme le temps des journées, des semaines et des saisons. La vigne vivante avec laquelle il faut ruser, qu'il faut défendre et soigner - traiter pour la protéger des maladies - avec laquelle il faut anticiper - c'est ça la taille : une anticipation sur la

récolte - cette vigne n'est pas un objet que l'on brade. « Les enfants sont partis dans le Nord, cette vigne leur servira à acheter une nouvelle voiture ou un appartement, un gadget. On courbe l'échine sous l'injustice... ».

La vigne qui détermine un style de vie... C'est cela que défendent les vigneron. « Ce que nous défendons, ce n'est pas un niveau de vie mais une manière de vivre... ». C'est de cela qu'il faut partir pour comprendre le combat des viticulteurs. Parce que, au delà même de ce qu'ils veulent... au delà même de ce qu'ils défendent aujourd'hui, c'est leur histoire, l'expérience de plus d'un siècle de combat qu'ils expriment. Leur histoire, c'est aussi l'histoire de leur vigne, l'histoire du vignoble, l'histoire du vin produit et pas vendu, du vin produit et mal vendu... L'histoire du continu cul de sac dans lequel les a enfermés la domination capitaliste...



1847 : 54,3 millions d'hectolitres. En quelques années, les prix chutent de moitié et deviennent les plus bas du siècle. En 1851, la campagne fait bloc avec la ville de Béziers qui se révolte : 70 morts (la troupe a tiré sur la foule).

1854 : 10 millions d'hectolitres. Une maladie a frappé la vigne. Elle est provo-

quée par un champignon qui s'attaque à tous les organes verts de la vigne, en particulier au fruit en cours de formation. Ce champignon est l'Oïdium-Oïdium. Ce champignon est facilement combattu par des souffrages. Il ne s'agit donc que d'une crise passagère suffisante cependant pour déclencher un mouvement d'émigra-

tion des vigneron français vers les Amériques, le Canada et l'Algérie. Le remède découvert, la production reprit et atteint même des quantités jamais atteintes (68,9 millions d'hectos en 1865). La vigne devient un placement rêvé, une vraie mine d'or...

1879 : 25,7 millions d'hec-

tolitres. La crise précédente a provoqué l'introduction de plants américains en France et ceux-ci ont transporté avec eux un petit puceron - il faut une loupe pour le voir - qui dévaste les plans français : le phylloxéra. Misère pour les petits viticulteurs. Les villages des coteaux se vident. La structure du vignoble change. Les gens qui ont des capitaux peuvent replanter des vignes résistantes (greffage de plants français sur des porte-greffes américains). La plaine se couvre de vignes. Les gros capitalistes investissent. En 1900, la compagnie des Salins du midi exploite 700 hectares à gros rendement...

1905 : 56 millions d'hectolitres. L'entrée des vins algériens sature le marché. Chute des prix et mévente : 1907, c'est l'insurrection.

1915 : 20 millions d'hectolitres. La première guerre mondiale arrache les vigneron de leurs terres. La production - surtout celle des petits - baisse.

1934 : 75,1 millions d'hectolitres. Nouvelle pointe de production. Nouvelle période de crise et de mévente (une série de lois en 31, 33, 34, 35, 36, 37 répond au malaise des viticulteurs et tente par des taxes aux gros rendements, le blocage des récoltes, l'interdiction d'irriguer, des distillations, des primes à l'arrachage, de rééquilibrer la situation). Les petits viticulteurs sont pris dans le tourbillon « moderniste ». Ils réagissent en s'organisant. Les coopératives quadrillent le pays. Dans l'Aude par exemple, en trois ans, de 1923 à 1926, il n'y avait eu que sept créations de coopérative. En 1938, il y en aura plus de cent, groupant 15 000 adhérents... Mais c'est toujours le temps béni pour les grosses propriétés. Le processus de concentration se dévelop-

SURFACES ET DÉPLACEMENT DE LA PRODUCTION

La seule considération de l'évolution des volumes de production risque de donner une idée fautive de la viticulture française. Parallèlement à cette évolution quantitative, il faut tenir compte de :

1°) L'évolution des surfaces plantées de vigne.

1788 : 1 500 000 hectares.
De 1830 à 1879 : 2 000 000/2 300 000 hectares. Période qui correspond au fort courant d'investissement sur la vigne précédant la crise du phylloxéra.
De 1890 à 1950 : Une diminution régulière des surfaces plantées en vigne, 1 800 000/1 400 000 hectares, coupée de légères remontées autour des années 1930 et des années 45/50, après une chute pendant la dernière guerre (1 200 000 hectares en 1945).
De 1950 à 1974 : Insensible diminution, de 1 300 000 hectares en 1957 à 1 190 000 en 1974.

2°) La relative spécialisation du Midi dans cette production.

Jusqu'au 19^e siècle, la vigne occupait seulement les coteaux et était répandue sur toute la France. En 1816, le vignoble parisien produisait plus de vin que le département de l'Hérault. Les rendements de cette même année - une mauvaise année - sont aussi très significatifs : rendement moyen de l'Hérault = 15,50 hectolitres/hectare ; rendement en Seine et Oise : 33,60 hectolitres...

En 20 ans, de 1849 à 1869, la production du département de l'Hérault passe de 4 à 15 millions d'hectolitres. Parallèlement, le vignoble de l'île de France disparaît. De 1852 à 1891, l'Aisne passe de 9 000 à 2 850 hectolitres, la Seine et Oise de 21 000 à 6 000 hectolitres... Les conditions climatiques expliquent cette évolution et aussi le développement du chemin de fer facilitant les transports mais ces facteurs ont été exploités et accélérés par la spéculation capitaliste comme nous l'avons vu précédemment.

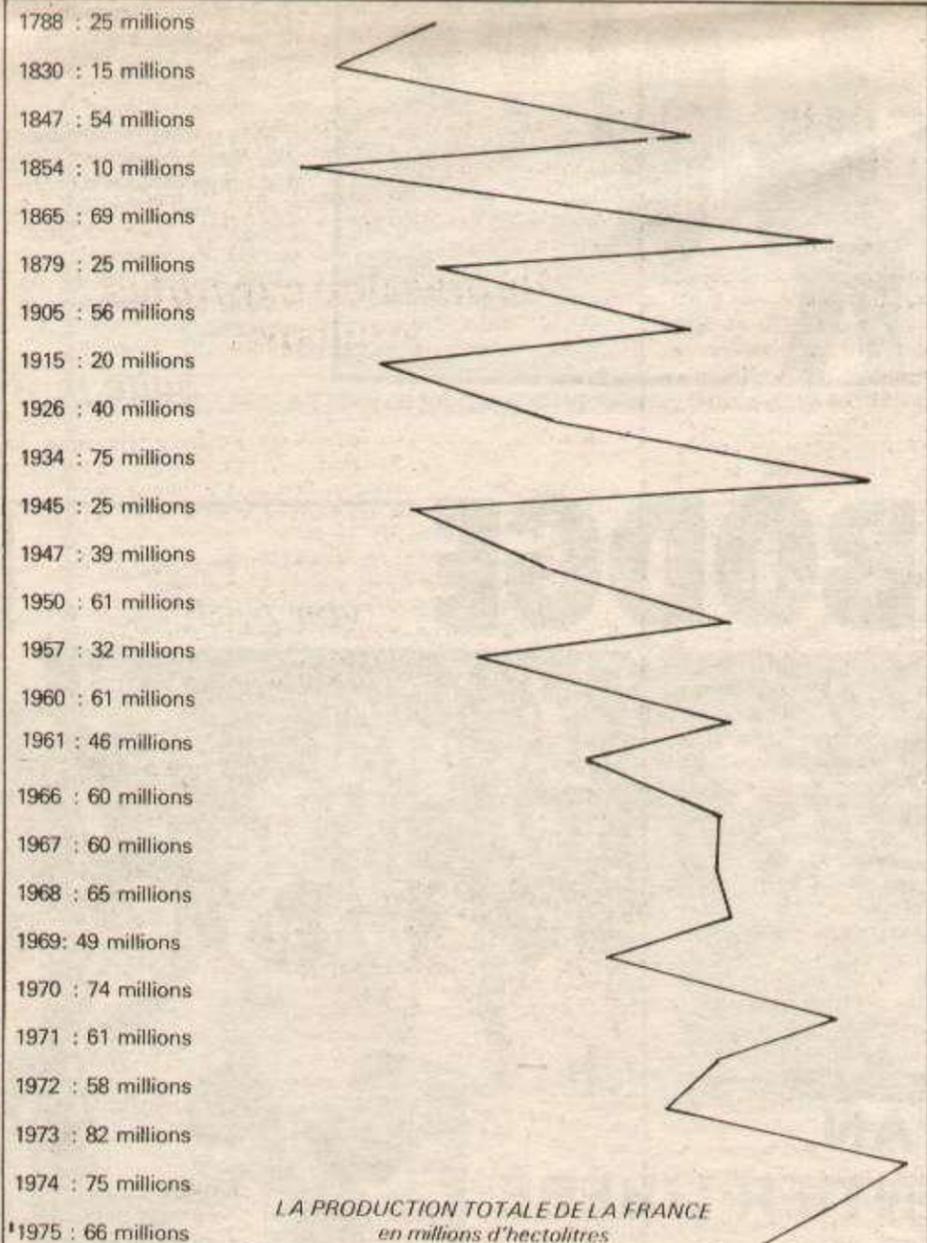
pe. on parle du règne des « dix » familles qui représentent chacune entre 30 000 et 50 000 hectolitres...

1945 : 25 millions d'hectolitres. La guerre et la captivité font chuter la production.

1950 : 61,3 millions. La guerre terminée, la production s'est remise à croître. Elle n'atteint pas encore les records de 1930, mais elle est assez élevée pour donner naissance à une nouvelle crise. Celle-ci sera permanente (la chute de la production à 32,5 millions en 1957 est due à la forte gelée de l'hiver 56/57). La lutte des viticulteurs, du coup, deviendra incessante. Bar-

rages routiers de l'été 53, manifestations de masse du printemps 1954, grève électorale en avril 56...

En 1960, M. Pau, président de la CGVM (Confédération Générale des Vignerons du Midi) a l'idée de créer à côté de son syndicat une forme de regroupement, sans statuts officiels, qui aurait pour fonction d'« agir sur le terrain ». Cazes dit : « vocation de mener des actions directes : le bras armé du syndicalisme... Les Comités d'action sont, dans leur principe, nés... Ils commencent à agir en 1961 et à prendre de l'ampleur en 1962/1963. Il sera plus longuement question de ces comités de lutte dans la suite de cette enquête... »



Un siècle et plus : la misère et les révoltes des viticulteurs languedociens épousent la courbe de la production du vin. Il faut certes se garder de toute interprétation mécanique, mais il est clair qu'un étroit rapport existe entre les moments d'engorgement du marché et des caves et les moments de lutte aiguë. (Cf graphique ci-joint)

ETUDIANTS

CLIGNANCOURT LILLE LES DIFFICULTES DE LA RADICALISATION

Clignancourt est un petit centre universitaire, comparé à ces énormes «boîtes» que sont Nanterre ou Jussieu. Officiellement, plusieurs milliers d'étudiants y sont inscrits. Pratiquement, seulement quelques centaines y sont présents chaque jour, en temps normal... En temps normal, car depuis que le mouvement s'y est déclenché, vers la mi-mars, les étudiants n'ont pu y être que quelques jours : par trois fois, les CRS ont été envoyés pour en expulser les étudiants qui disposaient des

piquets de grève. Et lorsque ce n'était pas les CRS, c'était les vigiles, embauchés massivement par l'administration. Ce n'est que récemment que les étudiants grévistes ont pu obtenir une salle à la Sorbonne, l'université dont ils dépendent, pour y tenir des assemblées générales, permanences et débats. Mardi, le centre doit être à nouveau ouvert, et des «anti-grévistes», disposant du fichier de l'administration ont fait savoir qu'ils tiendraient une AG à 12 H.

Clignancourt

Au lendemain de la grande manifestation du 15, la façon dont elle s'est finie est un vif sujet de discussion : «Notre cortège était relativement éloigné de Sèvres-Babylone. Aussi, on ne sait pas très bien ce qui s'est passé devant. En tout cas, les organisateurs (le collectif de grève) ont montré qu'ils étaient incapables de donner un débouché aux manifestations. L'UNEF a pu donner un ordre de dispersion au nom du collectif... Il y a beaucoup d'irresponsabilité, d'inconséquence même de leur part».



Est-ce uniquement une question d'organisateur ? «Les CRS ont pu charger sans rencontrer de résistance. Mais est-ce qu'il est possible aujourd'hui de poser le problème de la défense des manifestations, de leur objectif, indépendamment des débouchés même du mouvement actuel ? Hier, la masse des étudiants a été révoltée par la violence des charges des flics. Mais pour se battre, il faudrait un mouvement réellement unifié, sur des bases radicales. Ce n'est pas le cas aujourd'hui...» Ceux qui se font appeler les «ploumplo», les «provos» sont unanimement rejetés, condamnés, même si certains, écœurés par la routine du mouvement se trouvent plus proches d'eux que des «dirigeants» du mouvement.

Toutes ces questions sur les manifestations convergent en fait vers celles sur le mouvement lui-même. Le matin même, une plate-forme indiquant la nécessité d'un net clivage avec les orientations réformistes qui supposent l'acceptation du rôle actuel de l'université, indiquait également que l'unité avec les travailleurs doit se faire sur la base de leurs intérêts. La motion présentée par l'UNEF est restée nettement minoritaire malgré les discours très «gauchistes» de celui qui la représentait, ainsi qu'une troisième «mi-chèvre, mi-chou».

«C'est la preuve qu'il y a eu une certaine radicalisation des grévistes, dit

une étudiante, seulement il n'y a jamais eu de vrai débat permettant de voir à fond ce que veut dire accepter une telle motion».

Un autre étudiant intervient «Je ne vois pas bien comment on aurait pu faire, avec la fac occupée».

«Non, la fac fermée, c'est vrai que c'est une gêne, mais par rapport au débat, c'est plutôt un alibi. En fait, il y a une certaine appréhension à le mener, en raison de la remise en cause de la fac qu'il suppose. Pour beaucoup d'étudiants, l'objectif est d'obtenir ce qu'on leur a toujours présenté comme étant le débouché normal de la fac : un «bon emploi»

«Par exemple, le mot d'ordre «Facs ouvertes aux travailleurs» est ambigu, il laisse subsister la démarcation entre étudiants et travailleurs, et l'unanimité qu'il fait recouvrir beaucoup de «bonnes consciences qui se libèrent».

La discussion a de la peine à approfondir ces questions et des idées fausses subsistent, comme celles qui concluent à un discrédit complet des idées cristallisées dans la position de l'UNEF. Il y a pourtant, chez ces étudiants que le mouvement actuel a fortement radicalisés, une vision qui dépasse ses actuels objectifs : «l'important, que l'on

obtienne ou non l'abrogation de la réforme, c'est de savoir combien d'étudiants auront changé d'idées, auront remis en cause l'université bourgeoise en en tirant toutes les conséquences».

Sur le campus de la faculté de Lille

Sur le campus, les étudiants ne sont plus très nombreux, sauf aux assemblées générales, celles de mercredi n'ont pas réuni autant d'étudiants que d'habitude. Il faut dire qu'une certaine routine semble s'installer. Chaque mercredi ou jeudi, il y a une manifestation, tous les deux jours des assemblées générales par UER. Entre temps, il y a certes des propositions d'animation, mais elles n'attirent que relativement peu de monde. Alors où va le mouvement étudiant ? La détermination à la lutte augmente considérablement. On retrouve partout une grande combativité, une volonté de continuer le combat. Une preuve parmi d'autres, la manif de mercredi a regroupé sept mille étudiants et elle s'est transformée, de manifestation qu'elle était au début, en manif offensive. Les CRS ont chargé à la Chambre de Commerce, ce qui ne s'était pas vu depuis longtemps à Lille, sans provoquer une dispersion de la manif qui a continué encore un moment. Ce qui est plus important encore que cette détermination à la lutte, la question d'un débat politique se pose aujourd'hui de plus en plus largement. Pendant longtemps le mouvement de grève s'est caractérisé par un refus de toute organisation

politique, par un refus de débat politique aussi. Il n'était pas question de sortir du cadre d'un mouvement revendicatif, de refus des privilèges étudiants. Aujourd'hui au contraire, de nombreux étudiants parlent de politisation du mouvement, de mouvement anti-capitaliste, de liaison avec les luttes ouvrières. L'assemblée générale en «sciences éco» a débattu pendant une heure de ces questions. Les étudiants doivent-ils lutter contre le capitalisme ? Faut-il s'engager aux côtés des travailleurs ? Mais même si ces questions sont posées, et largement, on ne peut dire qu'elles suscitent un débat très large. Il y a encore une sorte de blocage, d'autant plus que de nombreuses ambiguïtés subsistent : peut-on chercher l'unité avec les ouvriers sous prétexte que réforme Soisson et chômage sont deux aspects de la même politique capitaliste ? Si on voit la différence entre un étudiant futur cadre et un chômeur, un mouvement est-il anti-capitaliste dès lors qu'il prend conscience qu'il lutte contre une réforme produite par le système capitaliste ? Ne faut-il pas au contraire développer l'analyse de l'université au service du capital et engager des actions concrètes de soutien aux luttes populaires.

Suite de la une

La coordination de Tou-louse devra refléter l'amorce avec les travailleurs, c'est se de ce clivage au sein du mouvement. Il est difficile de forger un point de vue d'en attendre beaucoup plus, nouveau sur la place de la en l'absence d'un large débat lutte des étudiants par rap-chez les étudiants, en l'ab-port aux luttes populaires sence d'une réelle confron-actuelles. C'est ce qui per-tation avec les travailleurs. mettra aussi à ces étudiants Car c'est là l'objectif que de prendre part, au-delà de la doivent se fixer les étudiants, lutte actuelle, à la lutte ré-que leur lutte a amenés à se volutionnaire de notre pays.

Sau nier provoque

«Il n'est pas question de revenir sur un arrêté qui a été discuté pendant quatre ans devant toutes les instances représentatives» a déclaré ce matin le Secrétariat d'Etat aux universités. Voilà une véritable provocation contre la lutte des étudiants pour l'abrogation de la réforme Soisson.

Communiqué de l'A.G. des étudiants de la faculté d'Orsay

«L'AG des étudiants a appris l'arrestation de 14 délégués des foyers Sonacotra de la banlieue Nord. (...) Nous, étudiants en grève, soutenons la lutte des travailleurs immigrés des foyers dans leur lutte contre les baisses de loyer, le règlement intérieur policier. (...) Nous exigeons la libération immédiate des 14 délégués et nous sommes prêts à soutenir toute initiative du comité d'organisation parisien».

Extraits de la motion votée à Orsay

«Notre mouvement dépasse le simple cadre des réformes du 2^e et du 3^e cycle. Nous n'acceptons pas plus les réformes que l'on nous propose que le système tel que nous le subissons aujourd'hui. Notre lutte est une remise en cause globale de l'enseignement, du contenu des cours, de la sélection sociale, qu'il cautionne. Refuser aujourd'hui l'université bourgeoise, c'est remettre en cause notre statut d'étudiant et lutter aussi contre notre utilisation future par la bourgeoisie. Nous ne voulons être ni des chômeurs, ni des cadres au service du patronat, par la même, notre mobilisation s'inscrit dans un cadre de lutte contre la société capitaliste».

Répression contre les étudiants

- A Amiens, lors de la manifestation étudiante de jeudi, de l'Hôtel de Ville au Rectorat, un étudiant du PCRml, correspondant du Quotidien du Peuple, a été kidnappé par la police, qui après l'avoir violemment tabassé, l'a interrogé jusqu'à 3 h 30 hier matin.
- Toujours à Amiens, un étudiant a été condamné à un mois de prison avec sursis pour «port d'armes».
- A Nanterre, lors de l'arrestation des 14 délégués des foyers Sonacotra, un étudiant a aussi été arrêté. Hier soir, il était toujours interrogé au commissariat de Nanterre, et une manifestation devait se rendre au commissariat pour exiger sa libération.



Jeudi, 20 H. Les CRS chargent aux cris de «on va vous disperser», alors que la dislocation de la manifestation n'est pas commencée. La police avait refusé l'accès à la station de métro Saint-Germain. Plusieurs étudiants ont été grièvement blessés, et aux matraqueurs à pied ont succédé les matraqueurs à moto, ratonnant toutes les rues avec une brutalité bestiale. De telles exactions seront vengées !

LUTTES OUVRIERES

Bourgogne Electronique : LES CADRES PROVOQUENT LES OUVRIERES RIPOSTENT

Surprise dans Bourgogne Electronique occupée : en face de l'usine, un sinistre cortège s'avance vers l'usine : ce sont des messieurs bien costumés, non grévistes parce que bien payés, ils n'ont pas l'air fier, ils n'osent pas venir à la porte d'entrée où sont massés les grévistes ; à la tête de ces guignols, le patron (frais reposé le monsieur, puisqu'il a refusé de négocier hier car

fatigué par la séquestration...) Ils commencent à longer la haie de l'usine, la réaction ne se fait pas attendre : les lances à incendie sont empoignées par les grévistes et font fuir ces provocateurs peu courageux. Mais l'usine est immense à garder et les portes très nombreuses ; profitant d'un manque de vigilance sur l'une des entrées, les cadres réussissent à s'introduire par l'arrière

de l'usine enfonçant le grillage. Colère, insultes, amère déception, le sentiment « que c'est fini » dominant pendant une heure, pendant la première heure qui suit cette intrusion ; mais on continue à discuter entre grévistes : « Ce qu'on n'admet pas, c'est que ce soit eux qui aient forcé l'ouverture de la porte », « c'est vrai qu'il aurait fallu davantage renforcer le piquet... »

gagner la majorité des femmes ; c'est le problème qui a commencé à être débattu à l'assemblée générale de jeudi : « Il y a des femmes qui font la grève en cachette de leur mari », celles-là, bien sûr, ne peuvent pas être souvent au piquet. Lutter contre les idées arriérées, qui empêchent les femmes de se lancer dans la lutte, c'est forger l'unité nécessaire pour gagner. Des initiatives ont été prises dans ce sens : la remise en route de la cantine, l'animation pour les enfants le mercredi, cela allait dans le sens de la participation des femmes, dans le sens de l'unité et du renforcement de la grève. Mais la lutte contre les idées arriérées qui pèsent sur les femmes, l'a-t-on menée jusqu'au

bout : « Si je me marie, je pourrai inscrire dans le contrat de mariage : le droit de faire le piquet la nuit pour la prochaine grève... »

UNITÉ DANS LA CLARTÉ

Une autre question importante que les grévistes commencent à débattre entre eux, c'est la question de l'unité : « C'est pas le moment de se tirer dans les pattes entre grévistes » et ce matin : « Il faut faire l'unité autour de nos délégués les plus actifs, ceux que la direction a visés comme étant les chefs », en particulier le délégué CFDT, Vieillard, sur qui ce matin la direction fasciste crachait sa haine de classe, l'insultant, le mena-

çant de licenciement. Contre les menaces de sanction, les grévistes savent qu'ils doivent plus que jamais, souder leur unité. Mais les grévistes savent aussi que cette unité devra se faire dans la clarté : la direction les reconnaît, ceux qui ont mis toute leur énergie dans la lutte. Ceux-là, les travailleurs les entourent et les soutiendront jusqu'au bout.

Mais ceux qui ont rompu l'unité, ceux qui couraient tous seuls aux négociations, ceux qui se sont précipités ce matin pour enlever les banderoles dès l'entrée des cadres dans la boîte, ceux-là, délégués CGT (au P.C.F. bien sûr), ceux qui s'abstiennent de voter aux assemblées générales, qui se sauvent quand il faut donner son point de vue devant tous les grévistes, mais qui sont présents pour démoraliser, ceux-là ne craignent pas la répression car la direction les connaît aussi et sait qu'avec ceux-là « on pourra toujours s'arranger ». Cette présence des révisionnistes du P.C.F., elle apparaît clairement comme une question qu'il faudra bien trancher. Comment améliorer le rapport de force quand certains ne pensent qu'à le saper ?

Correspondant Bourgogne-Électronique

9 H 30 : ON COMMENCE A CHANTER

Quand les journalistes de FR 3 arrivent, c'est les femmes qui réagissent les premières : « Ceux-là, on ne les a pas vus pendant cinq semaines et maintenant que la patron arrive, ils vont nous entendre ». Une gréviste sort de sa poche les chansons du début de la grève : « A LCC nous ne sommes pas assez payées, oui nous voulons de la rallonge, diminutions d'horaires, sans pertes de salaires, à LCC-CICE ». Et on commence à chanter autour des journalistes pour qu'ils ne puissent pas interviewer le patron ; celui-ci essaie de se diriger vers les bureaux, espérant y trouver refuge, mais les grévistes se massent derrière lui, reprenant

les chansons à tue-tête. Dans les bureaux, résonnent à leur tour des chansons de la grève. Le patron affolé par cette joyeuse détermination des grévistes ne pourra pas en placer une. Finalement, à 10 H, les journalistes se résignent, avant de partir, à enregistrer les grévistes. Le sourire est revenu sur le visage de tous les grévistes : « Si on n'a pas de pognon, on a des convictions ». Le mépris pour les cadres sans honneur fait place à la confiance qu'on peut leur tenir tête, que même lorsqu'on sera rentrés, c'est cette unité, cette combativité qu'il faudra préserver. Comme le disait une gréviste la veille en parlant de la séquestration : « Nous les O.S., on leur montre de quoi on est capables ».

GAGNER LA MAJORITÉ, C'EST GAGNER LES FEMMES

Et chose nouvelle, cette confiance dans la force, la capacité de la classe ouvrière à organiser ses affaires, ce sont les femmes qui l'expriment le mieux : présentes au piquet de jour, et de nuit pour certaines, prenant la parole aux assemblées générales et dans les galas de soutien, présentes aux négociations, la part active que prennent les femmes, leur sens de l'initiative sont déterminantes dans la lutte. Car les O.S., à la B.E., ce sont des femmes. Et le problème de la lutte à la B.E., c'est de mobiliser cette force en s'appuyant sur les plus combattives. Gagner la majorité, qui reste à la maison, c'est



lip

UNE PROPOSITION DANGEREUSE DES CADRES

Une proposition a été faite hier matin, en assemblée générale, aux Lip. Elle émane du groupe de cadres de direction menée par Tyrode, et Garcin, ceux qui la semaine dernière dépensaient tant d'énergie pour convaincre les Lip de continuer à travailler. Il s'agirait, d'après leurs plans, de reprendre une certaine activité dans l'usine, avec environ 200 personnes.

La logique qui appuie cette proposition est simple ou plutôt simpliste : il faut obliger les pouvoirs publics à trouver une solution qui garantisse l'emploi de tous et cela on le fera par des actions de popularisation, des manifestations, et des pressions de toutes sortes. Mais dans le même temps, afin de permettre un redémarrage rapide lorsque cette solution sera trouvée, il est nécessaire de maintenir une certaine activité, de ne pas finir de démanteler le réseau commercial, de maintenir, comme ils disent « du sang dans les veines de cette entreprise ». Cette proposition n'a guère rencontré l'enthousiasme des Lip. Et leurs interrogations reposent en fin de compte sur le problème central qui est loin d'être éclairci : l'entreprise Lip est-elle viable ou non ? Ou plutôt, est-ce principalement du point de vue de la rentabilité capitaliste qu'il faut se placer pour déterminer l'orientation de la lutte et les actions à entreprendre ?

« NOUS SOMMES A UNE ETAPE IMPORTANTE DE NOTRE COMBAT »

Pour l'instant, rien n'est décidé. Il a été bien souligné en assemblée générale que cette proposition devrait être soigneusement étudiée, qu'il fallait bien en peser les avantages et les inconvénients. Un Lip intervenait à juste titre : « Nous sommes à une étape importante de notre combat ». C'est vrai !

Plusieurs problèmes de taille sont posés par cette proposition si elle est retenue. D'abord que vont penser tous les autres travailleurs de Besançon et de France ? Quelles effets cette tactique aura-t-elle sur la capacité de combat des Lip ? N'irait-on pas dans les faits vers le démantèlement que les Lip combattent ? La division ne risque-t-elle pas de s'installer dans l'usine entre ceux qui travaillent et ceux qui continueront de mener la lutte ?

Même si cette proposition est présentée comme un

élément d'une tactique globale de la lutte, il serait dangereux pour toutes ces raisons, de la retenir. Dans le fond, les questions qui sont posées à partir de là, le fait lui-même qu'elle soit présentée en assemblée générale, illustre bien que le problème de fond reste posé. De quel point de vue doit-on partir pour mener cette lutte : de la nécessité de démontrer que l'entreprise « telle qu'elle est ou avec des modifications » est viable ou rentable pour les capitalistes ? Alors bien sûr il faudra en passer par des solutions du type même de ces propositions. Ou bien du point de vue que les travailleurs ne sont pas responsables des difficultés des capitalistes et qu'ils ne doivent en aucun cas en faire les frais. Auquel cas, l'orientation de la lutte serait différente car il s'agirait prioritairement pour les Lip de renforcer leur capacité de combat, de nouer des liens toujours plus étroits avec les autres travailleurs et de façon privilégiée avec ceux qui luttent.

La décision qui sera prise au début de la semaine prochaine sera sans nul doute déterminante pour la poursuite de la lutte.

Une exposition peu commune à Besançon

Rue piétonne en plein centre de Besançon, au milieu de cette rue, une petite place de style moderne avec des fontaines et des parterres de fleurs. C'est là que les Lip avaient choisi d'installer leur exposition. De chaque côté, de la place, deux grandes banderoles : « Lip, la vérité », et puis, de grands panneaux sur lesquels on peut voir les courbes de production de l'usine dans les dernières années, les salaires des Lip, etc... Dans une vitrine, une exposition de montres et, à côté, un poste de travail pour montrer à la population comment sont fabriquées les montres à l'usine de Palente.

Les passants sont nombreux à s'arrêter. « Vraiment, ils s'acharnent sur vous » dit une vieille dame. Un Lip en blouse blanche, un paquet de tracts à la main, lui répond : « C'est la revanche de 73 qu'ils veulent, madame. Ils mettent le prix, mais on ne se laissera pas faire ».

Pas une critique contre les Lip, mais au contraire, des encouragements, le

soutien populaire. R. Vitot, prend la parole. Il explique la raison de leur présence, le sens de leur action et les mauvais coups que leur mijotent le gouvernement et le patronat.

Mais tiens, voilà Tyrode et Garcin. Que viennent-ils faire ici ces 2 cadres et comment est perçue leur proposition de redémarrage de la production ? Jean Raguènes donne son point de vue : « Cette proposition ne peut être envisagée que si on obtient avant des garanties sérieuses confirmant le maintien de l'emploi de tous, sinon, ça n'a pas de sens ». Beaucoup de Lip ne sont pas chauds pour s'engager dans cette voie. « C'est une proposition à double tranchant, disent-ils, car ils peuvent très bien nous faire terminer leurs commandes pour encaisser les chèques et puis nous laissent tomber après. Et puis, ce qu'il faut bien qu'on pèse, c'est l'effet que cela aura sur les autres travailleurs en France. Ils vont se demander ce qui se passe ». « Moi, dit un autre, je me méfie, par

habitude, de tout ce qui vient des cadres et surtout de ceux-là ». De toute façon, les choses seront mûrement réfléchies, longuement discutées avant qu'une décision ne soit prise. C'est l'habitude chez les Lip !

C'est un peu après 15 H. qu'un cortège se forme sur la place. En tête, bien sûr, les Lip, les anciens de 73, et les jeunes. C'est la bonne humeur. On déploie les banderoles et on démarre en direction du siège du CNPF, rue Lecourbe. Beaucoup de personnes se joindront à la manifestation. Les mots d'ordre partent : « Non aux licenciements » - « Chômage, ras-le-bol » - « Lip vivra ». Les Lip sont allés rappeler aux patrons qu'ils n'accepteront jamais un licenciement !

Pendant le week end, un comité de surveillance restreint restera dans l'usine, l'occupation n'ayant toujours pas été officiellement décidée mais, mardi, on se retrouve tous à Palente : « Il y a du pain sur la planche ! ».

Gérard PRIVAT

SIDERURGIE

Après la journée d'action

La dernière journée dans la Métallurgie, cette semaine, avait un retentissement particulier en Lorraine où plusieurs luttes ont été déclenchées dans la Sidérurgie ces temps-ci. Ainsi, à Hagondange, les travailleurs sidérurgistes sont en lutte depuis huit jours. A Grandrange, c'est toute l'aciérie qui était bloquée par des grèves perlées extrêmement bien organisées, depuis mardi, dès 2 H du matin. A la SAFEH, toujours à Hagondange (société des aciers fins de l'est), deux cents travailleurs sont en grève et la direction a lock-outé. D'autres mouvements se dessinent à Sollac, Usinor et à la SOREM (entreprise de sous-traitance). C'est dans ce contexte que s'est déroulée la journée d'action de cette semaine. «D'accord de débrayer si c'est un départ». C'est ainsi que de nombreux sidérurgistes expliquaient à la fois leurs inquiétudes et leurs espoirs au sujet de cette journée. Un délégué de la SAFE déclarera qu'il fallait éviter que cette journée n'étouffe la grève qui dure depuis plusieurs jours.

Du côté des réformistes et des révisionnistes DES MOTS MAIS PAS D'ACTES

La manière dont s'est déroulée cette journée justifiait pleinement les craintes des travailleurs lorrains. Quelques exemples : à la Sollac, le tract d'appel à des débrayages ne sera distribué que le mardi, à 9 heures du matin. Quant au déroulement des différents meetings de cette journée, il fut révélateur lui aussi : à Hayange, où malgré tout, plus de mille deux cents personnes étaient là, les prises de paroles furent pour le moins équivoques : la CGT, à la grande surprise des participants, déclarera qu'il faudrait refaire des actions, qu'il serait nécessaire de mettre tout le monde dans le coup, etc... On se demanda alors ce qu'on faisait là ! Quant à la CFDT, malgré des appels vagues à une action d'ensemble, elle ne proposera rien du tout. C'est poussée par des délégués actifs qu'elle dut se résoudre à partir en manif forcer les grilles des grands bureaux. Mais ce sera tout. La direction de la CFDT appellera «à la raison».

Un meeting se tiendra à Hagondange et on entendra les mêmes refrains, les mêmes appels volontairement vagues. Un responsable CFDT ne voulant pas trop se démarquer de la volonté de lutte grandissante

dans la sidérurgie, déclarera bien haut : «que d'ici la fin avril, pas une journée ne se passera sans une grève à la Sollac». D'accord, mais quand il n'y a rien derrière pour préciser et avancer des mots d'ordre précis, cela ne sert à rien !

Quant à la CGT, l'essentiel de son intervention sera de reprendre les mêmes choses avec néanmoins un épisode comique : «Camarades, j'ai deux messages à vous lire : le camarade Depiètri, député communiste de Moselle nous soutient dans notre action et s'excuse de ne pas être comme d'habitude à nos côtés dans le combat car il est retenu à l'Assemblée Nationale pour une commission de contrôle des fonds publics à la sidérurgie».

Le propriétaire de la voiture immatriculée 5... est prié de la retirer car elle gêne le passage».

Ce sont plutôt les Depiètri et compagnie qui gênent le passage en empêchant qu'une action d'ensemble ne se développe sur le groupe. Mais dès aujourd'hui, de nombreux sidérurgistes et délégués discutent ferme dans les ateliers : la volonté de lutte est grande pour faire aboutir les revendications comme la 5^e équipe, les 350 F pour tous...

Michel LORI

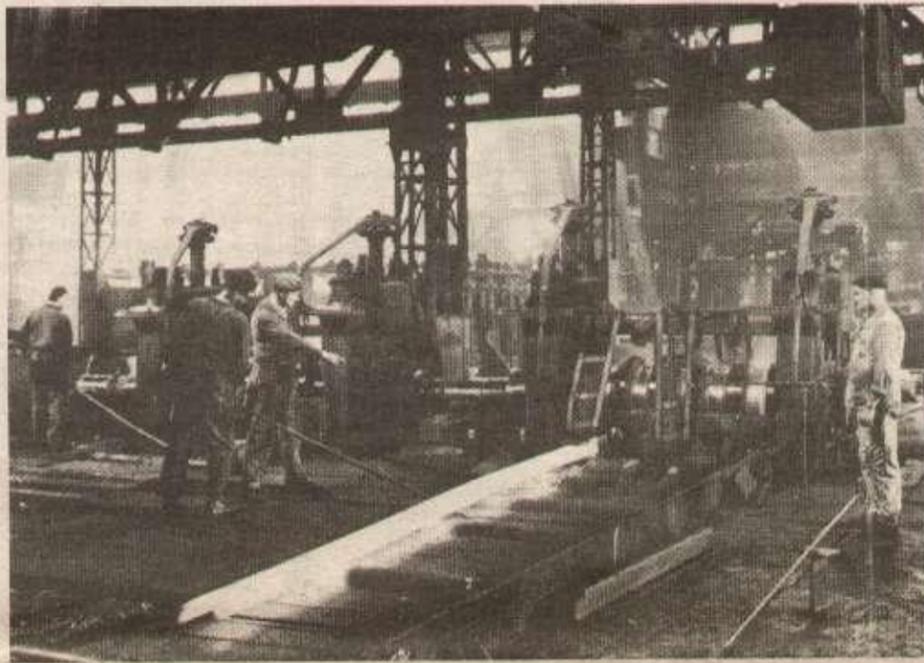
LA REPRISE DANS LA SIDÉRURGIE LORRAINE

AU BOUT DU TUNNEL: ENCORE LA CRISE

Alors que Chirac affirme que l'on est aux 2/3 de la reprise, SACILOR et USINOR suppriment (temporairement) le chômage partiel tandis que Lorraine Magazine (journal patronal) titre : «Saciilor-Sollac contre-attaque». Est-ce la fin de la crise ? Les salaires vont-ils redevenir «normaux» dans la sidérurgie et les menaces de licenciements vont-elles enfin cesser de planer ?

Le chômage partiel amputait les salaires de 20 %. Sa suppression n'entraînera pas pourtant, une augmentation de ce type. En effet, les patrons, tout en constatant une «reprise» des commandes, affirment avoir perdu un milliard cette année et prétendent, que pour consolider la reprise, il faut... se serrer les coudes. Le refrain est bien connu. Ainsi, la prime d'objectif, qui avait été supprimée avec le chômage, ne sera pas réinstallée dans l'immédiat. Cela représente plus de 700 F par mois. Une autre prime qui saute : c'est la prime anti-soleil. Il s'agissait d'une prime octroyée aux travailleurs qui ne prenaient pas tous leurs congés payés en juillet ou en août. A présent, les patrons arrêtent les installations en juillet, il est donc impossible de ne pas prendre ses congés à cette période. Ce sont 400 F supplémentaires volés aux sidérurgistes

d'une nouvelle aciérie à l'oxygène à Seremange.



nouveaux. Il n'en est rien. Au contraire, les patrons déclarent par l'intermédiaire de «Lorraine-Magazine» que : «Pour s'aligner sur nos voisins, il est nécessaire de ramener les effectifs lorrains au même niveau que les leurs à production égale». «Cela se traduira dans la nouvelle aciérie par une suppression

bout du tunnel, on se rend compte que ce qui nous y attend ne vaut guère mieux. La voie à suivre pour éviter que le capitalisme en bonne santé remplace le capitalisme en crise, est celle des travailleurs de l'usine d'Hagondange qui sont entrés en grève totale depuis lundi. Les hauts-fourneaux, les accro-

Cette aciérie d'une capacité de 3,2 milliards de tonnes devait être mise en service dès le deuxième semestre 78. On pourrait en déduire que cela va créer des emplois

progressive de six cents emplois. Voilà la curieuse logique des capitalistes.

Depuis le temps qu'on nous dit de tenir jusqu'au

cheurs, l'entretien... refusent les bas salaires et la nouvelle grille malgré la menace de lock-out de la direction. Il faut s'unir autour des travailleurs d'Hagondange.

CRÉER DES USINES POUR SUPPRIMER DES EMPLOIS

Dans le même temps, on annonce la construction

Les horoscopes de «Lorraine-Magazine»

Le directeur de publication de ce mensuel des patrons de la sidérurgie française s'appelle G. Lefebvre ; l'auteur de l'horoscope de ce même mensuel s'appelle Geneviève Levebvre ! Mais il est intéressant de parcourir les prédictions de cette astrologue au service de son directeur et des patrons.

Balance premier décan : « Travail : évitez les associations, soyez très conciliants dans les conflits de votre activité professionnelle ».

Balance 2^e décan : « Travail : le début d'avril exige beaucoup de réserve et de prudence dans votre activité sociale et professionnelle ».

3^e décan : « Travail : allez de l'avant, vous ne regretterez pas les efforts que vous faites, mais soyez tout de même assez souple ».

Pour les scorpions, 3^e décan : « Travail : n'espérez pas de succès immédiats, mais la continuité et la persévérance donneront de bons résultats ».

Capricorne ? Voilà les conseils : « Travail : si vous voulez que la chance vienne à vous, défiez-vous de vos attitudes obstinées et maladroitement actuelles ».

On pourrait ainsi citer tous les signes du zodiaque et trouver les mêmes bons conseils. Signalons toutefois encore pour la vierge : « Ne créez pas d'incidents dans votre travail et évitez-les s'ils se présentent, c'est un conseil impératif » ou bien pour les cancers : « Travail : il faut s'attendre à des délais, des retards, pour ce mois-ci comme pour les suivants ».

Tout ce qui précède est rigoureusement authentique ! Et ce n'est pas seulement pour ce mois-ci : à chaque fois, la madame soleil des patrons de la sidérurgie distribue généreusement les mêmes conseils désastrologiques ! Il faut croire que les Gandois et Cie ne dorment pas tranquilles pour avoir recours à d'aussi piètres gadgets pour essayer de détourner les travailleurs de la lutte.

Transports Lyonnais : à chaque assemblée générale

«On continue, on continue»

Hier, les employés des TCL (Transports en commun lyonnais) en sont à leur 9^e jour de grève pour la satisfaction de leurs revendications. Dimanche payé double, 20F pour le travail de nuit, prime de congés annuelle égale à un demi mois de salaire, paiement des heures de grève. Jeudi dernier, la grève démarra à l'appel des syndicats CGT et CFDT, mais la grève n'est pas totale : seul le dépôt d'Oullins suit à 100%. Des piquets de grève se mettent en place dès le lendemain dans les dépôts.

La direction répond comme dans toutes les luttes populaires actuelles par une attitude de fermeté et refuse les revendications. Le vendredi, les flics essaient d'intimider

les grévistes : dans un dépôt, ils menacent de faire enlever par la fourrière les voitures des grévistes garées de manière à empêcher la sortie des bus par les jaunes. Devant le

siège de la compagnie, ils reçoivent les manifestants.

La presse nationale fait un blocus quasi total et en même temps, la presse locale se déchaine : le «Progrès» entame une campagne virulente sur le thème «des usagers mécontents». Le week-end, les piquets s'organisent, la discussion menée avec les non grévistes font que 70% des syndiqués FO rejoignent ou sont déjà dans le mouvement. Certains déchirent leur carte,

Dimanche soir, syndicats FO et autonomes, sont obligés de rallier le mouvement. Depuis lundi, la grève est totale. La solidarité des travailleurs du Rhône se fait entendre : plusieurs lettres sont envoyées à la direction, demandant la satisfaction des revendications. La CGT distribue un tract sur les marchés populaires, boîtes aux lettres de l'agglomération, pour appeler les usagers à soutenir la grève. De son côté, la direction propose des miettes qui jour après jour, sont

catégoriquement rejetées par l'assemblée générale qui, chaque fois, se termine par des «On continue ! on continue !». A noter que le «Progrès» fait encore parler de lui, transformant les propositions de la direction : un exemple : les 100F de primes à valoir sur le contrat salarial (donc, de l'argent qui n'est qu'avancé) deviennent 200F de prime de vacances !

Les dernières propositions de Bataille, directeur des TCL, qui sont de

même teneur que les précédentes ont été refusées en Assemblée Générale jeudi soir. La grève continue pendant le week end de Pâques.

● Depuis 8 jours, les travailleurs Astral Peinture de Montataire et de Vitry, sont en lutte illimitée. Ils revendiquent une augmentation substantielle des salaires ainsi qu'une prime de vacances.

POLITIQUE

LA BRIGADE ANTI-GANG A LYON

Dans les milieux officiels, on l'appelle la BRIC (Brigade de Recherche et d'Intervention Criminelle). Dans les milieux policiers on appelle ses membres les «cow-boys». La BRIC dont le préfet de police lyonnais, Chaix, célébrait l'installation (en fait elle intervenait au moins depuis un an sur Lyon), dépend directement de l'Office central de répression du banditisme. On a déjà vu à l'œuvre dans de nombreuses occasions ces individus, contre les mineurs de Faulquemont qui protestaient contre la fermeture de leur mine, en Corse, lors de la révolte du peuple corse, l'été dernier, et même à Djibouti, lors du détournement par le FLCS d'un car. Contre les prises d'otages, tout ce qu'ils ont été capables de faire fut de tuer des innocents (un jeune homme en R4 qui passait par hasard), de traquer un avocat algérien dans un bar, en «le prenant» pour un truand, et de tuer sans autre forme de procès quelques truands preneurs d'otages. Un palmarès inquiétant car ce n'est pas ses exploits qui changeront quoi que ce soit au milieu lyonnais (qui, il n'y a pas longtemps était assez difficilement diffé-

renciable de la police). Par contre les travailleurs de la région, les manifestants, les grévistes formeront des cibles de choix aux «cow-boys». C'est cela la «sécurité» de Poniatowski...

• Dans le même temps, le préfet de police de Lyon refait parler de lui à propos des assassins du juge Renaud : «La justice fera un jour justice à MM. Lamouret et Alfani. Nous administrerons bientôt la preuve qu'il n'y a pas de personnes privi-

légiées qui puissent émettre la prétention de demeurer impunies», a-t-il déclaré.

Lamouret et Alfani sont des truands lyonnais, que la police avait désignés comme auteurs de l'assassinat du juge Renaud depuis plusieurs mois. Le troisième homme désigné, J-P Martin, avait été proprement liquidé, lors de son «arrestation», à Champagne, par la police. Les deux survivants (que la police charge aussi de l'enlèvement du petit Mérieux) ne doivent

pas se sentir très rassurés.

Hold-up de Strasbourg, assassinat du juge Renaud, affaire Marin, autant d'affaires qui ne sont pas éclaircies pour la bonne raison qu'elles sont intimement liées aux moyens de financement d'un parti de la majorité, à l'interpénétration subtile truands-politiciens. Et lorsque quelques truands, peu décidés à en faire les frais, se décident à ne plus jouer le jeu, ils ne font pas parler d'eux très longtemps.



Une photo de répression désormais classique

Armée : LE MÉPRIS DE LA VIE DES SOLDATS

Le 6^e bataillon de chasseurs alpins (6^e BCA de Grenoble) est en passe de détenir un triste record, celui des accidents mortels. Le renversement, jeudi, d'un camion, a causé la mort d'un soldat, deux autres étant grièvement blessés, pendant que leurs camarades étaient contusionnés. Le camion transportait 18 hommes emmenés de force pour une marche dans le Vercors, malgré leur fatigue. C'est au mépris de leur vie que cette manœuvre a été organisée. Comme l'avait été, également, la marche dans le massif du Laillet, où les chasseurs alpins furent pris sous une avalanche, qui tua trois soldats. Pourtant là encore, si la vie des appelés avait pesé un tant soit peu dans les calculs de la hiérarchie, ces morts auraient pu être évités. Au même moment, l'armée a aussi annon-

cé la mort d'un appelé d'Arras, du 7^e chasseurs, écrasé sous un engin blindé qui s'est retourné.

Un lecteur du Cantal nous écrit, par ailleurs, pour nous signaler que, lors des manœuvres «Cantal 76», qui viennent de se terminer, il y aurait eu plusieurs morts. La hiérarchie militaire a démenti, mais une salle entière de l'hôpital d'Aurillac est occupée par des soldats blessés. L'armée aurait aussi, à cette occasion, perdu beaucoup de matériel, lors des parachutages de nuit. Le journal «centre-presses», qui dément les morts reconnaît «on a enregistré quelques accidents inhérents à ce genre d'opération», ce qui est bien significatif de ce qu'est «ce genre d'opération» où la vie de l'appelé compte pour rien.

LES R. I. A LA RUE LE 20 AVRIL

Les Républicains indépendants viennent d'annoncer qu'ils organisaient une «grande manifestation populaire de soutien» à Giscard, le 23 mai prochain, le jour de la rentrée à Paris du chef de l'Etat, après son voyage aux Etats-Unis.

D'autre part, les RI ont aussi annoncé qu'ils allaient, la semaine prochaine, (le jour de la conférence de presse de Giscard), changer le nom de leur parti, qui deviendrait, soit le «Parti Démocratique et Social», soit le «centre social et démocratiques».

INFORMATIONS GÉNÉRALES

«Protéger l'emprunteur contre lui-même»

Les scandales en matière d'achats à crédit sont bien connus. Des milliers de plaintes, de lettres arrivent aux organisations de consommateurs, racontant par le détail des escroqueries aussi scandaleuses les unes que les autres. Ainsi, telle famille qui est obligée de payer pendant plusieurs mois des traites de 100F pour une chambre à coucher qui ne lui a jamais été livrée ! Tel appareil qui n'est pas conforme à la description qui en avait été faite par le vendeur et pour lequel il faudra payer des traites interminables.

De nombreuses familles signent des contrats d'achats d'un montant élevé, avec promesse de crédit. Quelques jours plus tard, le crédit est refusé. Elles doivent faire des pousseries pour trouver l'argent nécessaire, pour payer malgré tout ! Les escroqueries en matière de «leasing» sont courantes ; tels ces cas, où l'acheteur paye pendant trois ans une location-vente et au bout du compte n'est toujours pas propriétaire de la voiture ! Face à la montée de la colère, un projet de loi avait été déjà élaboré depuis deux ans. Au dernier forum organisé par

«L'Expansion» sur le thème : «que veut le consommateur ?», Scrivener, secrétaire d'Etat à la consommation a annoncé qu'elle s'appropriait à réactiver le projet en question.

Quelles sont ces propositions ? En premier, le vendeur et le prêteur deviendront «solidaires», c'est-à-dire que le client aura le droit de refuser de payer un objet... qui ne lui aura pas été livré ! Deuxièmement, l'acheteur aura sept jours pour revenir sur un contrat signé hâtivement. Cette seconde mesure a ses limites : d'abord, elle ne

s'appliquera pas en ce qui concerne l'achat de logements, d'autre part elle ne mettra pas fin aux pratiques frauduleuses, qui consistent à faire signer des contrats antidatés de la semaine précédente, sous prétexte de ne pas faire subir la hausse qui serait intervenue depuis...

Enfin l'acheteur en cas de refus du crédit pourra annuler l'achat. Ces demi-mesures, qui traînent déjà depuis deux ans, ne seront adoptées que fin 77 et probablement pas mises en application avant 78 !

Conçues comme devant «moraliser le marché du crédit», elles s'inscrivent dans la lignée de toute la série de réformettes démagogiques et ne coûtent pas un sou, ce que Giscard affectionne particulièrement. Pour couronner le tout, Scrivener trouve encore le moyen de rendre les travailleurs responsables des escroqueries des capitalistes : «le consommateur va être protégé contre lui-même : il ne pourra plus signer à la légère» a-t-elle conclu !

Pierre PUJOL

Excès de vitesse : Le propriétaire sera responsable

Le ministre de la justice, Lecanuet, vient de pondre une circulaire qui demande aux parquets et aux procureurs de diriger les poursuites pénales contre les propriétaires des véhicules en infraction de vitesse. Si cette circulaire (qui n'est pas une loi) est réellement appliquée, il reviendrait maintenant à la charge du propriétaire de l'auto de donner l'identité de celui

qui conduisait sa voiture, faute de quoi il serait tenu pour responsable, même s'il ne conduisait pas. C'était à l'Etat de faire la preuve, jusqu'à présent, du nom du chauffeur.

Cette circulaire est en contradiction avec le code de la route, qui rend responsable le conducteur, et non le propriétaire du véhicule.

LE «TRAM» REVIENT

Depuis quelques dizaines d'années, les tramways des villes sont progressivement remplacés par des autobus, les rails rebouchés, les caténaires supprimés.

Mais voilà que la mode des tramways revient : Marcel Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports, a demandé à neuf municipalités de définir ce que devrait être le «nouveau tramway» : «articulé», il transportera 150 personnes, il sera rapide, silencieux, confortable, d'accès facile, d'une esthétique moderne, non polluant... mais surtout il ne grèvera pas trop le budget des municipalités.

Plusieurs groupes sont sur l'affaire, qui promet d'être rentable puisque Lyon, Grenoble, Saint-Etienne ont déjà commandé

200 tramways pour 1977-1978, que Limoges, Marseille, puis Strasbourg, Toulouse, Caen, Nantes, se mettent sur les rangs. Les deux groupes qui ont le plus de chances d'emporter le marché sont Alstom et Matra.

Quand la bourgeoisie française pouvait avoir à discrétion pétrole et caoutchouc, les bus remplaçaient les tramways : maintenant, la crise (c'est-à-dire le refus des pays du Tiers-Monde de se faire piller plus longtemps) fait revenir les «trams». Certes, il y a l'argument démagogique sur la «qualité de la vie» : ça pollue moins. Très bien. Mais le prix du ticket diminuera-t-il ? Les transports seront-ils moins longs pour les travailleurs repoussés dans les banlieues par la spéculation immobilière ?

CHÔMAGE

Sans doute l'effet de la circulaire Métais pour épurer les fichiers des agences de l'emploi, les chiffres de mars indiquent selon le gouvernement, une diminution de chômeurs de 4 %. Mais qu'on sache, le chiffre optimiste du gouvernement n'arrête pas les nouveaux licenciements, pas plus qu'il ne donne du travail aux jeunes, en particulier.

L'UDR POUR PLUS DE RÉFORMES

Est-ce l'effet du coordinateur ? Toujours est-il que l'UDR, qui renclait pour les réformes giscardiennes, au point de ne pas le voter, se déclare par la voix de Bord, insatisfaite par l'ampleur de la réforme de l'entreprise. Il faut aller plus loin, dit-elle, et faire participer les salariés «à l'accroissement des actifs des entreprises».

AFFAIRE AGRET

Les avocats de Roland Agret ont lancé un appel solennel pour sa libération, pendant que Lecanuet refuse toujours sa mise en liberté. Agret a lancé un «appel au peuple français». Il y dit «sa douleur» à laquelle «s'ajoutent des nausées, celles de savoir les souffrances de Marie-José, de ma mère et de tous ceux qui m'aiment». Il lance un ultime appel

TRAFIQUANT DE DROGUE

Le maire de Pietralba, petit village corse situé à quelques kilomètres de Bastia se trouve sans maire. Il est accusé d'avoir collaboré à un trafic de drogue de l'ordre de 700 à 800 kg d'héroïne.

LA FRAUDE PAYE

Mme Claude, la maquerelle du beau monde qui connaissait ministres et haut gratin vient d'être condamnée à 12 000 F d'amende pour fraude fiscale. Mais, c'est pour avoir caché 3 700 000 F de revenus.

EXPLOSIONS NUCLEAIRES

Giscard vient d'annoncer que désormais les explosions nucléaires françaises seront souterraines. Ce qui n'empêche pas que la population polynésienne continuera de supporter les dangers.

INTERNATIONAL

LIBAN

Manifestations contre Brown et le complot américain

Le plan américo-sioniste a été attaqué par les deux dirigeants pendant qu'Israël et les États Unis menacent la Syrie au cas où elle interviendrait au Liban, au-delà d'une certaine limite. Il donne le feu vert aux phalanges et aux milices de Chamoun pour leur offensive dans la montagne et à Beyrouth, profitant de la trêve déclarée par les forces patriotiques. La Syrie s'est déclarée prête à s'opposer «au complot américain au Liban par tous les moyens».



«Brown dehors !». Manifestation dans la Bekaa

Au même moment, les phalanges lancent leur offensive dans la montagne avec les armes qui leur ont été fournies par la VI^e flotte américaine. Après l'occupation du village de Bet-Chabab, ils ont occupé Dhour-Choueir, village tenu par les patriotes du PPS (Parti Populaire Syrien). A Beyrouth, les milices de Chamoun et de Frangié ont attaqué l'hôpital de Barbir, grand hôpital de la région-ouest de Beyrouth, alors que le nombre de blessés dépasse de loin les capacités des hôpitaux.

Les phalanges ont dit à leur radio qu'elles avaient décidé de créer une «police locale», et des «tribunaux civils» et

«une poste». Par ces mesures, les phalanges montrent clairement leur but de partition qu'elles commencent à appliquer, pour créer un état de fait.

Mais les masses libanaises refusent et s'opposent de plus en plus au complot américain qui cherche la partition par l'intermédiaire des phalanges. Après les nombreuses manifestations qui se sont déroulées au sud demandant le départ immédiat de Dean Brown, des rassemblements continuent à se tenir dans la Bekaa et le

sud pour la même raison. Il est clair pour tous que la présence de Dean Brown au Liban est la cause des problèmes qui ont existé entre les forces patriotiques et la Syrie, la cause de la reprise des combats par les forces de droite et des mesures qui ont été déclarées par les phalanges dans les régions qu'elles contrôlent. Elle est également responsable du maintien du blocus alimentaire des régions des forces patriotiques : à Jounieh, un cargo transportant du blé pour la région ouest de Beyrouth a été intercepté par les phalanges et voilà plus de

quinze jours qu'il est encore au port.

La présence de Brown est aussi liée aux menaces des Américains et des sionistes contre le Liban : la VI^e flotte américaine est proche de la côte libanaise et les sionistes concentrent toujours leurs forces à la frontière, menaçant d'intervenir. Depuis deux jours, ils ont attaqué des villages au sud, sans doute à cause de leur mécontentement dû aux manifestations qui se sont déroulées contre la présence américaine.

Yomna El Khalil

Après les élections municipales en Cisjordanie

LES SIONISTES MENACENT

Après les élections municipales qui se sont déroulées en Cisjordanie et la victoire des listes qui soutiennent l'OLP, les sionistes passent aux menaces. La radio israélienne commence à menacer les élus en disant que le gouverneur militaire a le droit de nommer lui-même le gouverneur municipal, comme il a les moyens d'ajuster qui que ce soit au conseil municipal et d'en désigner le président.

D'un autre côté, quatre maires ont déjà été nommés par les conseillers municipaux qui ont été élus. Il s'agit de ceux de Naplouse, Ramallah, Bethléem et Al-Khalil. Ils ont déclaré qu'ils sont décidés à limiter leurs

activités à la gestion des affaires municipales et qu'ils refusaient d'être mêlés à des questions politiques. Le maire de Ramallah a déclaré : «nos représentants politiques sont les gens de l'OLP».

Les menaces sionistes et les déclarations des maires élus montrent les limites de la pratique des élections dans un pays occupé. Un pas est fait quand même dans le rejet de «l'administration autonome» que veulent installer les sionistes en Cisjordanie et à Gaza. Ils voulaient que les élus participent, même partiellement, aux affaires politiques de la région, pour les déclarer «représentants» du peuple palestinien, mais ceux-ci ont refusé de se prêter à ce jeu.

ESPAGNE

Arrestations au pays basque Congrès de l'UGT à Madrid

Les fiancées de deux des personnes arrêtées au cours de la dernière rafle ont été arrêtées le 15 avril, annonçait hier, la police espagnole. Leurs fiancés sont accusés d'appartenir à un commando ETA qui avait tué un industriel basque. Par ailleurs, leurs listes de 21 personnes arrêtées ont été rendues publiques. Eugenio Sastieta Leunda, 22 ans est accusé de diriger sept commandos de l'ETA et Jesus Maria Lasa est accusé d'en commander cinq.

La coordination démocratique qui regroupe PC et PS espère sans doute dans ces démarches politiques parvenir à cette rupture démocratique, la clef de leur programme sans trop bousculer les institutions franquistes.

11 membres de l'assemblée de Navarre ont publié à Pampelune une lettre affirmant leur désaccord avec la prise de position de 27 membres de cette assemblée qui s'étaient prononcés contre la célébration de l'Aberri Eguna le jour de la patrie qui a été interdit par Juan Carlos. Ils dénoncent en particulier toute «prétention de représentativité pour quel groupe que ce soit aussi longtemps que la liberté d'expression n'est pas garantie pour tous».

Le gouvernement tolérerait cette réunion d'une organisation illégale. Au cours de la réunion, le secrétaire du parti socialiste déclarait : «l'équilibre des forces dans l'Espagne post franquiste a atteint un point délicat qui pourrait aussi bien faire retomber le pays dans la dictature que le mener vers une véritable démocratie. Etre un révolutionnaire, c'est être un politique et pas recourir à un langage extrémiste».

Tandis que les contradictions s'affirment au Pays Basque, et que là, le gouvernement de Juan Carlos poursuit la politique franquiste, faite de la répression et d'arrestations, à Madrid se tenait le congrès de l'Union Générale des travailleurs (UGT), dont la direction est liée au parti socialiste. Le gou-

vernement tolérerait cette réunion d'une organisation illégale. Au cours de la réunion, le secrétaire du parti socialiste déclarait : «l'équilibre des forces dans l'Espagne post franquiste a atteint un point délicat qui pourrait aussi bien faire retomber le pays dans la dictature que le mener vers une véritable démocratie. Etre un révolutionnaire, c'est être un politique et pas recourir à un langage extrémiste».

En tout cas, le gouvernement a d'autres préoccupations : il entend organiser un référendum pour faire approuver la monarchie ; il s'y prend de façon grotesque : les Espagnols devront se prononcer sur le fait de savoir si l'âge de majorité du roi pourra être avancé et si une femme peut régner. Mais en même temps il veut faire approuver son projet «libéral». Aussi une deuxième question portera sur la transformation des Cortès en deux chambres, dont l'une sera élue au suffrage universel.

Le projet de Juan Carlos lui attire l'opposition du Bunker, les ultras du franquisme, mais il n'en constitue pas une tendance à la démocratie pour autant : il cherche à mettre un vernis démocratique sur le fascisme, grâce aux élections au suffrage universel, qui se fera de toutes manières dans des limites très étroites : les lois libérales de Juan Carlos interdisent toutes les organisations révolutionnaires !

• IRLANDE

Londres a décidé la «mise en état d'alerte» des troupes d'occupation britanniques à la veille de Pâques. Il s'agit de renforcer l'état de siège contre toute manifestation du peuple irlandais de la partie nord de l'Irlande contre l'occupation britannique.

CHILI : NOUS AVONS REÇU CELA...

mathématiques appliquées - informatique
UNIVERSITÉ SCIENTIFIQUE et MÉDICALE de GRENOBLE
BOITE POSTALE 53 / 38041 GRENOBLE Cédex

Nouveau N° Tél.
54.61.45

TELEPHONE (76) XXXXX XXXXXX

pour diffusion

URGENT

Grenoble,
le 19 mars 1976.

Monsieur Patrick CHEMIN, actuellement coopérant militaire à SANTIAGO (CHILI) signale qu'un certain nombre de postes sont vacants à l'ECOLE D'INGENIEURS DE SANTIAGO (postes de coopérants militaires ou de coopérants civils)

Spécialité : Analyse Numérique.

Pour tous renseignements complémentaires veuillez prendre contact avec Monsieur DUC-JACQUET.

N.B. Un Doctorat de troisième cycle est souhaitable.

La collaboration avec la junte fasciste comporte également de tels appels dans les universités américaines, comme cela se fait dans les universités américaines. Coopération militaire et coopération civile se donnent la main pour soutenir Pinochet.

• TIMOR-EST : Devant les Nations Unies, le représentant du Front de Libération (le FRETILIN) a accusé les envahisseurs indonésiens d'avoir massacré 10 % de la population du pays. Il a exigé le retrait complet des troupes d'invasion.

• GRÈCE

Bitsios, ministre des affaires étrangères de Grèce a signé à Washington un accord autorisant les USA à utiliser les quatre bases dont ils disposent en Grèce en échange d'un engagement, de la part de Washington, à apporter à la Grèce une aide militaire de 700 millions de dollars.

Cet accord intervient après l'accord US avec la Turquie du 28 mars dernier, autorisant les USA à utiliser leur 26 bases en Turquie. Mais le Congrès US ne semble pas disposé à ratifier ces accords, subissant, à la veille des élections présidentielles, les pressions des communautés grecques et turques aux USA.

INTERNATIONAL

CAMBODGE

L'Assemblée nomme le gouvernement Khieu Samphan, président du présidium

L'Assemblée Populaire du Cambodge Démocratique vient de désigner le nouveau gouvernement et le Présidium de l'Etat.

Khieu Samphan est président du Présidium, So Phim premier vice président, Nhim Ros deuxième vice président.

Le gouvernement est dirigé par Pol Pot, premier ministre, Ieng Sary est vice premier ministre chargé des affaires étrangères, Von Vet vice premier ministre chargé de l'économie, Son Sen vice premier ministre chargé de la défense nationale, Hu Nim ministre de l'information et de la propagande. Parmi les autres ministres, il y a deux femmes.

KHIEU SAMPHAN : TOUT POUR LA LIBÉRATION.

Khieu Samphan, le président du présidium, était ministre de la défense dans le Gouvernement Royal d'Union Nationale. Pendant toute la guerre de libération, il a été présent à l'intérieur du Cambodge et a dirigé personnellement de nombreuses campagnes, notamment la grande offensive lancée le 1^{er} janvier 1975 à Oh et qui se terminera le 17 avril, il y a un an dans la matinée d'aujourd'hui, par la libération de Phnom Penh et la victoire totale. Mais Khieu Samphan et les vices premiers ministres

représentent aussi le combat mené, avant le coup d'Etat de Lon Nol, par le peuple cambodgien, pour son indépendance et sa liberté : depuis 1963, il avait quitté Phnom penh alors qu'il était député, pourchassé par les réactionnaires et avait organisé les paysans pour la lutte contre les féodaux. En 1968 la lutte armée commençait contre les troupes de Lon Nol, alors ministre.

Khieu Samphan est fils du peuple et de la Résistance comme tous les représentants qui constituent l'Assemblée. Aujourd'hui, les ouvriers et les paysans qui ont libéré le Cambodge il y a un an ont le pouvoir, comme le réaffirme le communiqué de la première session de l'Assemblée :

«Tous les membres de l'Assemblée sont à la fois la chair et le sang des ouvriers, des paysans, des autres travailleurs et de l'armée révolutionnaire du Kampuchéa... Comme par le passé, les membres de notre Assemblée garderont toujours intactes leurs qualités de représentants des ouvriers, des paysans et de l'armée révolutionnaire. Chaque membre de l'Assemblée des représentants du peuple du Kampuchéa doit continuer à vivre dans son unité de base en étroite liaison avec le peuple».

ITALIE : Les hésitations de la démocratie chrétienne

LES TRAVAILLEURS ET LA MONTÉE DU PCI

Le parti socialiste italien vient de faire échouer la tentative de la démocratie chrétienne d'empêcher les élections anticipées. La direction du parti socialiste a rejeté la proposition démocrate chrétienne d'ouvrir des discussions avec le PCI pour lancer un plan d'urgence sur l'économie et pour trouver un compromis sur la loi sur l'avortement.

Ainsi immédiatement après la nomination de Fanfani, le plus hostile à toute participation du PCI au gouvernement, à la présidence du Parti démocrate chrétien, celui-ci proposait de discuter avec le PCI. Cette apparente contradiction trouve sa racine dans l'espoir que, si des discussions étaient engagées tout de suite avec le PCI, sa venue au pouvoir serait repoussée et peut être évitée, alors qu'elle apparaît inévitable en cas d'élections anti-

ciées. De leur côté, les chrétiens démocrates favorables à un dialogue avec le PCI, trouvaient là un terrain d'entente avec Fanfani.

Ces querelles de couloir au parlement ne sont cependant pas l'essentiel de la situation en Italie. Bien sûr, la situation financière s'aggrave chaque jour. La lire baisse régulièrement. Les ouvriers et les paysans en sont les premières victimes.

L'essentiel aujourd'hui reste, pour les partis bourgeois, et les propositions démocrates chrétiennes le montrent, comment faire accepter aux travailleurs de payer la crise. Non pas seulement une crise passagère, mais une crise profonde qui n'a cessé au cours des dernières années de se manifester de plus en plus vigoureusement, tandis que la révolte des travailleurs s'affirmait

sous des formes multiples et souvent originales. La faiblesse des démocrates chrétiens face à ce mouvement dans les masses est qu'ils représentent ces trente dernières années de dictature bourgeoise qui débouchent sur la crise et ils essaient par tous les moyens de repousser l'échéance des élections qui pourrait être pour eux le signal de la perte du pouvoir exclusif qu'ils ont exercé jusqu'aujourd'hui.

Crainte fondée, si l'on se réfère aux prises de positions patronales et même de journaux réactionnaires qui se tournent de plus en plus vers le PCI, et envisagent sérieusement sa participation au gouvernement en dépit de l'opposition de Kissinger. Ce mouvement s'explique : le programme du PCI s'apparente étroitement aux propositions démocrates chrétiennes pour juguler la crise : bloquer les salaires,

relancer les investissements et l'exportation, restructurer l'économie. Seulement le PCI lui peut imposer ce programme bourgeois dans la classe ouvrière, parce qu'il n'est pas déconsidéré aux yeux des masses au même titre que la DC et parce qu'il s'appuie sur un appareil solidement implanté dans les entreprises. Mais surtout parce qu'il s'appuie sur tout le courant des idées réformistes qui ont marqué l'Italie depuis la guerre.

Et chaque retournement de la DC, les querelles de clan dans les antichambres des partis et du parlement l'avantagent aux yeux de la bourgeoisie italienne en déconsidérant un peu plus à chaque fois les vieux politiciens, corrompus jusqu'aux os, tandis que le PCI fait figure de parti responsable, aux yeux de la bourgeoisie.

Derrière la lutte sourde qui oppose les partis bourgeois pour le pouvoir, une lutte de classes ouverte oppose la classe ouvrière italienne à la bourgeoisie, et dans le cours même de cette lutte elle doit prendre de plus en plus conscience que le parti révisionniste est une nouvelle sorte de parti bourgeois, qui veut canaliser ses luttes vers la sauvegarde de l'économie bourgeoise. Elle en fait l'expérience dans les municipalités, elle en fait l'expérience dans les luttes. Peut-être demain, devra-t-elle affronter le parti révisionniste, parti gouvernemental.

G. CARRAT



A Innocenti, les travailleurs discutent de la conduite de la lutte pour déjouer les pièges révisionnistes.

FÊTE DE L'INDÉPENDANCE NATIONALE 1^{er} ANNIVERSAIRE DU GLORIEUX 17 AVRIL

SOIRÉE COMMÉMORATIVE
SAMEDI 24 AVRIL 1976 A 20 H 30
MAUBERT MUTUALITÉ SALLE A
24 Rue St Victor Paris 5^e
Métro Maubert Mutualité

COMITÉ DU FUNK
EN FRANCE

● YOUGOSLAVIE

Le tribunal de Banja Luka a condamné à des peines de trois à douze ans de prison ferme neuf membres d'un réseau ayant des liens avec la Russie, Tchecoslovaquie, Hongrie et Bulgarie, visant à «comploter» contre le régime. Cela porte donc à 96 le nombre d'agents du social-impérialisme inculpés en Yougoslavie.

● ÉGYPTÉ

Neuf personnes ont été arrêtées à Alexandrie. Officiellement, elles auraient participé à un «complot soviétique». En fait, derrière cette accusation, vue la nature du régime, on est en droit de se demander si il ne s'agit pas là de l'opposition populaire qui existe actuellement en Égypte et qui n'a rien à voir avec les menées subversives du social-impérialisme.

ALBANIE

REDUCTION DES ECARTS DE SALAIRE

Le Comité Central du Parti du Travail d'Albanie a décidé de renforcer la lutte contre les divisions actuellement encore existantes entre les travailleurs manuels et intellectuels et les villes et les campagnes.

Constatant l'avancée de la révolutionnarisation des rapports de production et de distribution en Albanie socialiste, le PTA a décidé que l'écart des salaires entre les ouvriers et paysans d'une part, et les différents employés et les travailleurs de la culture d'autre part, vont être de nouveau réduits ; ceci afin de rapprocher le niveau de vie de ces dernières catégories de salariés «du niveau général des masses, et de barrer la route au carriérisme, au goût exagéré pour le travail de bureau et autres maux qui pourraient entraîner la dégénérescence bourgeoise et révisionniste».

De même, priorité étant donnée aux stimulants matériels, les différences de salaire entre ouvriers, cadres et techniciens seront très réduites, cependant que les salaires entre les différentes branches économiques et spécialités agricoles seront unifiés à l'échelon national, indépendamment des régions. De même seront prises des mesures concernant l'ancienneté dans le travail et la spécialisation des travailleurs, en sorte que l'application du «principe de la rémunération selon la quantité et la qualité» subsiste sans pour autant autoriser

l'émergence de nouvelles couches bourgeoises.

D'autre part, «la réduction des différences essentielles entre la campagne et la ville a été et demeure une des questions principales de la ligne générale de l'édification du socialisme dans notre pays». Aussi, pour renforcer cette ligne, le PTA a-t-il décidé que l'Etat albanais prendrait à sa charge les frais d'entretien et de construction de l'infrastructure sanitaire et culturelle (dans les plaines comme dans les montagnes) politique jusqu'alors suivie uniquement dans les villes. Jusqu'à aujourd'hui, le personnel enseignant et sanitaire était rémunéré par l'Etat, mais très souvent les locaux étaient propriété des coopératives. D'ailleurs, «la paysannerie est appelée à contribuer le plus possible à la réalisation de ces ouvrages

par son travail bénévole et en se procurant autant que possible sur place les matériaux nécessaires».

Pour sa part, l'Etat va développer ses investissements productifs dans les campagnes, baissant les prix des engrais, couvrant les frais d'entretien du matériel agricole des coopératives.

Le Comité Central conclut ainsi l'annonce de ces mesures qui ont suscité l'enthousiasme populaire : «Ces mesures correspondant aux désirs et aux intérêts de la classe ouvrière, de la paysannerie coopérative et de l'intelligentsia populaire ; elles donneront une nouvelle impulsion à la révolutionnarisation de la vie dans notre pays et deviendront une nouvelle source d'inspiration pour des victoires encore plus grandes dans tous les domaines de la construction du socialisme».

Camille NOEL

CAMBODGE

17 avril 75, 17 avril 76

UNE ANNEE DE POUVOIR POPULAIRE



Après cinq années de guerre de libération

Il y a un an, Phnom Penh était libérée. Le 17 avril au matin, les forces de l'armée populaire opéraient leur jonction au centre de la ville. C'était la victoire après cinq années de guerre de libération. Le peuple cambodgien montrait au monde entier qu'un peuple pouvait vaincre l'impérialisme américain. C'est l'URSS qui a soutenu le régime Lon Nol, le régime installé par les Américains. La victoire du peuple cambodgien affirme que les peuples n'ont rien à attendre de l'Union Soviétique, qui cherche à remplacer les Etats-Unis. C'est le peuple, les ouvriers, les paysans qui a remporté la victoire, c'est lui qui a le pouvoir aujourd'hui.

Il applique les mêmes principes qui l'ont guidé dans la lutte de libération pour édifier son pays. Il montre à tous les peuples qu'il est possible d'édifier son pays en répondant aux besoins du peuple, en utilisant toutes les ressources du pays. Les soldats montent la garde devant Angkor. Le peuple cambodgien réalise de nouvelles constructions qui rivalisent avec ces célèbres temples. Mais comme le souligne eux-mêmes, les Cambodgiens «cette époque est plus prestigieuse encore, car les réalisations sont faites pour le peuple et accomplies par un peuple conscient et libre».



COMPTER SUR SES PROPRES FORCES



L'agriculture est la base du développement du Cambodge.



La maîtrise du problème de l'eau a mobilisé toutes les forces dans les zones libérées dès avant la victoire.

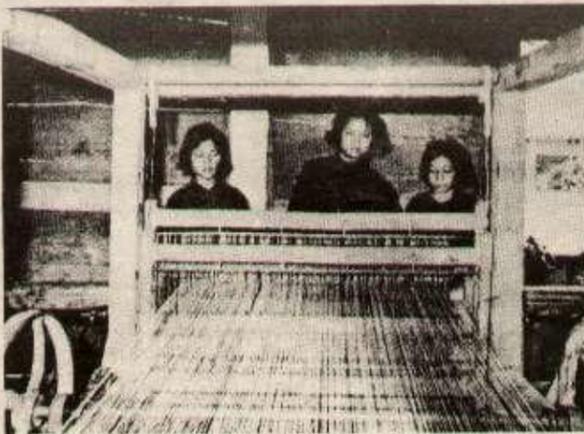


Les rizières se sont étendues et, par l'organisation des coopératives, l'ensemble des rizières a pu être organisé rationnellement avec diguettes, canaux rectilignes.



Une voiture est utilisée pour faire fonctionner quatre pompes en même temps, ce qui permet de réaliser une importante économie d'essence, tandis que les roues sont utilisées pour les charrettes.

POUR LE PEUPLE QUI DIRIGE EN TOUT



Dans les coopératives, les tissages, qui avaient été presque éliminés sous le colonialisme, sont développés à nouveau.

Aujourd'hui, ce sont ceux qui ont mené de bout en bout la guerre de libération nationale qui dirigent. Sur notre photo, l'on voit Kieu Samphan, le président de la République et Ieng Sary, ministre des affaires étrangères, devant l'avion qui a bombardé le palais de Lon Nol en novembre 1973. Dans les campagnes avant, c'était les riches et les notables qui faisaient la loi, aujourd'hui ils ont disparu. A la tête des coopératives, sont les cadres qui ont fait leurs preuves dans la lutte populaire et qui sont désignés par les masses.



RECONSTRUIRE



A Kampot, l'usine de ciment avait été détruite à 80 %, elle fonctionne à nouveau pour répondre à tous les besoins de la reconstruction.

DANS NOTRE COURRIER

PARMI VOS LETTRES

(...) Sur les luttes ouvrières : il est très bon de suivre de près un certain nombre de luttes, en essayant de les analyser en profondeur, mais comme on ne peut le faire pour toutes, il faudrait, pour que le QdP rende compte de la montée des luttes aujourd'hui, pour que cela saute aux yeux, qu'il y ait de temps en temps une espèce de carte de France des luttes, sous une forme ou sous une autre. Un lecteur aimerait pouvoir mieux saisir dans le journal quel accueil est fait aux journalistes, en particulier dans la classe ouvrière.

Le bloc note est très bien (saisies, expulsions, vaccination...) et peut être encore même à développer, car cela touche régulièrement la vie quotidienne des gens, et cela peut permettre de créer de nouveaux fronts de lutte. Les enquêtes : il faudrait annoncer suffisamment à l'avance le thème des prochaines enquêtes, car davantage de lecteurs pourraient ainsi y collaborer, apporter leurs connaissances. (...)

Extraits d'une réunion de lecteurs de St Denis

Voici quelques critiques que font des lecteurs au sujet du QdP : d'un avis assez général, il ressort que la première page est un peu trop touffue, trop de textes, et qu'on en dégage mal l'événement principal du jour. Parmi les critiques favorables :

- Les dossiers sont très appréciés. Notamment celui sur «L'alimentation».

- Les articles ou reportages de politique étrangère, internationale sont clairs, et donnent de très nombreux renseignements, entre autres sur les forces politiques au sein du peuple. En tête, les articles sur la Chine non seulement présentent clairement ce qui s'y passe, mais, sont très lisibles. Ensuite, viennent les articles sur Djibouti et sur le Polisario et le Sahara.

Une critique qui continue, c'est le manque de dessins, ils sont rares et pourtant fort utiles dans un journal : présentation, humour, etc...

Correspondant Amiens

COMMUNIQUÉ

CONCERT FOLK

avec les groupes «LA BAMBOCHE et LE CLAQUE GALOCHE»
à la salle «la Cigale» - 60 avenue de Saxe à LYON
mardi 20 avril à 20 H.

* La Bamboche se produira à la fête populaire organisée par le PCR à Lyon le 1^{er} mai.



POUR SOUTENIR LE
QUOTIDIEN DU PEUPLE
ACHETEZ-LE CHAQUE
JOUR AU MÊME KIOSQUE

Le Quotidien du Peuple - publication du PCR (ml)
Adresse postale : BP 22575 924 - Paris Cédex 19 - CCP n°23 132 48 F Paris
Directeur de publication : Y. CHEVET
Imprimé par IPCC Paris - distribué par les NMPP
Commission paritaire : 56 942

DU PROFIT SUR LA SANTE

A la suite de notre enquête, «La médecine à la chaîne, nous avons reçu ce témoignage :

DES ECONOMIES SURTOUT

Alors qu'il y a tant de chômeurs, le problème d'effectifs est primordial à Paul Brousse, hôpital de médecine générale de Villejuif (et hospice). Bien souvent, les élèves infirmiers servent de bouche-trous et remplacent les aides-soignantes et infirmières. Et comme il manque beaucoup d'agents hospitaliers, ce sont les aides-soignantes qui font leur travail, en plus du leur, quand il n'y a pas d'élèves infirmiers. D'autre part, dans beaucoup de services, on n'embauche plus de garçons. Leur travail devant être accompli par les agents hospitaliers, femmes, en plus de leur travail. Il en résulte une fatigue supplémentaire et ce qui est plus grave, ce sont les problèmes de santé pouvant résulter du fait que ces femmes se trouvent obligées de transporter de lourdes charges, normalement réservées aux garçons ou de soulever seules des malades (ce qui est pourtant légalement interdit).

Donc les élèves infirmiers remplacent des infirmières manquant à l'effectif. Certaines salles tournent sur les seuls élèves infirmiers, et ceci pour un salaire de 500F par mois, tout cela est rentable pour la direction !

Pour ce qui est des conditions de travail, au point de vue matériel, il est défectueux à tous points de vue en quantité et qualité. Les ascenseurs, surtout dans les pavillons de l'hospice, sont très souvent en panne, car ils devraient être remplacés depuis longtemps. Quand on sait qu'il s'agit de personnes âgées, on peut en mesurer les conséquences. Pour ce qui est du matériel, le plus élémentaire comme des toiles à laver balais, etc... on achète le moins cher même si ce n'est pas adapté à la surface à laver. (balais de coco au lieu de balais brosse - toiles à laver minuscules). Les économies les

plus mesquines sont réalisées sur le dos des travailleurs hospitaliers.

DIVISER POUR RÉGNER

A l'Assistance Publique, il y a une grille hiérarchique très étendue et qui est apprise dans les cours d'aides-soignantes. On apprend le respect inconditionnel au supérieur. Cette hiérarchie favorise les divisions de toutes sortes entre surveillants, infirmiers, surveillante générale, aides-soignantes, agents hospitaliers, personnel de ménage. Ce dernier est une catégorie qui a les salaires les plus bas, et, pour les étrangers, ils ne peuvent jamais passer agents hospitaliers. C'est à dire, titularisés. C'est la catégorie la plus exploitée surtout, les immigrés.

La surveillante est bien le représentant de l'administration oppressive et exploiteuse. Elle pratique le système du rendement adapté aux hôpitaux : les surveillantes touchent des primes si elles arrivent à faire tourner un service avec un budget restreint et peu de personnel. Par exemple, elles ont une prime d'inventaire qui (je l'ai vu dans mon service) les fait pousser des agents à «piquer» pour ne pas perdre cette fameuse prime d'inventaires qui les concerne seules.

L'HOPITAL SÉLECTIF PAR RAPPORT AUX MÈRES DE FAMILLE

J'ai vu dans mon service, l'exemple d'un agent hospitalier, à qui on n'a pas encore attribué son titre de stagiaire alors que le temps nécessaire pour y prétendre est largement dépassé, sous prétexte qu'elle a eu trop d'arrêts maladie pendant sa première année. Lorsqu'elle a demandé des comptes sur ces

soi-disant, arrêts maladie, car elle ne s'était jamais arrêtée, on lui avait dit qu'elle était un agent sur qui on ne pouvait compter, etc... Finalement, il s'est avéré qu'elle s'était arrêtée 15 jours, 3 semaines pour soigner son enfant malade qui a eu la rougeole. Elle ne s'était jamais arrêtée autrement, car elle ne pouvait le faire, question finances, même lorsqu'elle a été grippée. Ainsi, la promotion d'une femme, ayant un enfant, dans un hôpital, est beaucoup plus difficile encore que celle d'un homme.

PROFITER DES VIEUX TRAVAILLEURS JUSQU'AU BOUT

A Paul Brousse, on fait beaucoup de travaux pour agrandir, transformer de façon à accueillir le plus de candidats à l'hospice. Car c'est ce genre de patient qui rapporte le plus à l'hôpital, (cette rentabilisation va d'ailleurs se renforcer avec la nouvelle circulaire déclarant l'autonomie des hôpitaux par rapport au centre et accordant plus de pouvoir aux directeurs de chaque établissement. Car des vieillards, retraités, confinés dans ces hôpitaux sans d'autres perspectives que celle de mourir ne tardent pas à mourir effectivement. Tout bénéfice pour l'hôpital à qui revient ensuite son revenu personnel. Et il faut si peu de dépenses, de soins pour ces malades-là. C'est tout bénéfice et bien plus rentable que la chirurgie. Le prix d'une journée ne leur coûte pas cher. On rogne sur le personnel, sur le matériel. Je suis dans un service de 60 lits où un seul agent hospitalier remplaçait toutes les autres catégories de personnel à elle toute seule. Elle était d'ailleurs au bord de la dépression nerveuse. Et elle a eu des brimades de la part de la surveillante générale pour être allée à une réunion syndicale concernant le manque de personnel.

Corr. Hop. Paul Brousse
Villejuif

1^{er} MAI TOUS A PARIS

de 17h à 24h

FÊTE de REBELLES

Animeront la fête :

Gilles SERVAT
Roger SIFFER
IMAGO
Groupe SOHO
Carlos ANDREU, François TUSQUES
«Intercommunal Free Dance Music Orchestra»
Avec Jo MAKKA, et Adolf WINKLER
Chic STREET MAN
AKENDENGUE
Pierre CHAMPION

Plus de 10 forums

Sur l'école, le chômage des jeunes, les jeunes ouvriers, les apprentis, la campagne anti-jeune, la Chine, la presse pour les jeunes, la chanson populaire, le cinéma militant, l'avortement et la contraception, la pollution, le théâtre...

avec :

Papinski, Della Souda, Le Masson, Tobias Engels, les chanteurs invités, des militants du MAJ, du MLAC, des groupes écologiques, des troupes de théâtre, des acteurs progressistes, des rédacteurs de Cinélutte, Cinéthiques, des avocats, des magistrats progressistes, les Comité de Lutte Contre le Chômage, Le Cri des Murs, des journalistes de Rebelles, l'Antirouille, Pop Hebdo, des représentants de la coordination nationale des élèves révolutionnaires, et des jeunes de toute la France et de plus de 20 pays de tous les continents.

INTERVENTION DU COMITÉ NATIONAL DE L'UCJR

Contre la répression, le chômage, l'avenir de misère : construisons une puissante force révolutionnaire.

Cartoucherie de Vincennes

Avec une chorale, une fanfare, du théâtre du Cinéma Non Stop
On pourra danser, manger (spécialités étrangères)
De nombreux stands

FEMMES

« FEMMES DU VIETNAM »

de Arlene Eisen Bergman (éditions des femmes)

«Je voudrais chevaucher le grand vent, fouler les vagues féroces, décapiter les requins de l'océan, chasser l'ennemi du pays pour sauver notre peuple de l'esclavage. Je ne saurais me résigner au destin imparté aux femmes : baisser la tête, courber l'échine et devenir concubine de l'homme».

Trieu Thi Thinh (248 ap. JC)

Cet état d'esprit de révolte, qui gronde déjà contre le féodalisme, on le retrouve à travers toute la lutte des femmes vietnamiennes. Il est présent à chaque page de «Femmes du Vietnam». Ce livre est écrit par des femmes anti-impérialistes des USA, pour renforcer «la solidarité qui se développe entre les femmes du Vietnam et les femmes des USA».

Il retrace la participation héroïque des femmes à la lutte pour la libération du Vietnam, contre le féodalisme, le colonialisme français et l'impérialisme US. Il nous montre que cette lutte et la lutte pour l'émancipation des femmes ne font qu'un. Il marque l'importance de la participation des femmes au Parti Communiste Indochinois et leur regroupement dans l'Union des Femmes Vietnamiennes.

Les femmes, pour combattre aux premiers rangs, ont surmonté leur peur, leur passivité... «Au début,

quand je marchais au pas, lançais des grenades, maniais le fusil, me plaquais au sol, j'étais mal à l'aise... Mais dès que j'ai vu réapparaître les avions yankees, j'ai perdu toute ma timidité» dit Anh Vien, paysanne du Sud Vietnam.

C'est Bui Thi Me, vice présidente de l'Union des Femmes pour la Libération du Sud Vietnam, et ministre de la Santé du GRP, qui nous explique les raisons de ces difficultés : «Quand elles restaient toujours chez elles, les femmes ne participaient à aucune activité sociale. Ayant perdu toute leur assurance dans cet état d'isolement, passivité et timidité sont devenues leurs «attributs naturels». C'est ce que nous appelons l'oppression «interne» de la féodalité. Aux côtés des hommes, nous luttons contre cette forme de domination... Nous nous efforçons tous les jours de vaincre notre propre timidité. Moi-même, je ne diffère en rien des autres femmes : ce n'est qu'en m'insurgeant contre ma retenue que je réussirai à combattre la société. L'éducation politique nous aide aussi à nous affirmer. Les plus hésitantes prennent confiance en elles au contact des dirigeantes dont l'assurance se transmet petit à petit aux autres».

Si les femmes sont devenues une armée redoutable, l'armée aux chignons, em-

ployant toutes sortes de formes de combat, que ce soit la lutte armée, ou la dissuasion, ou la démoralisation des troupes ennemies, c'est que «traduire sa haine en énergie» est le principe moteur de la résistance vietnamienne, et que «les femmes en particulier ont d'immenses réserves de vieilles haines et d'agressivité en éveil».

Les femmes ont pris leur place en tant que «moitié de

jointe des FAPL et vice présidente de l'Union des Femmes pour la Libération du Sud Vietnam nous l'explique : «Si j'occupe un poste de haut commandement, c'est parce que le peuple m'a appris ce que je sais. Mais je suis semblable à des milliers d'autres femmes. Je ne suis que l'une d'entre elles. Et combien ils sont nombreux, les combattants morts, hommes et femmes, qui auraient pu occuper mon poste».



la société», commençant à réaliser ce que répétait Ho Chi Minh : «Les femmes sont la moitié de la société. Si les femmes ne sont pas libérées, la société n'est pas libre».

Ces héroïnes ne sont pas des personnages inaccessibles, et Nguyen Thi Dinh, commandante en chef ad-

Voilà ce que nous fait comprendre ce livre, en faisant revivre pour nous la participation des femmes à la lutte armée, à la guerre du peuple, à l'organisation de la vie, à la production et au pouvoir.

Thérèse VERNET

Programme

SAMEDI 17 AVRIL

TF1

14 h 25 - Samedi est à vous
19 h 20 - Actualités Régionales
19 h 45 - La vie des animaux
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - Numéro 1 : J.C. Brialy
21 h 30 - Nouvelles de H. James. Un jeune homme rebelle
22 h 30 - Music story
23 h 00 - JOURNAL et fin

A2

14 h 00 - Samedi dans un fauteuil
14 h 05 - Hawaï police d'Etat. Série américaine
15 h 00 - Football junior Tournoi de Cannes France-Hollande
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités Régionales
19 h 45 - Y'a un truc
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - Première neige
22 h 10 - Dix de der
23 h 40 - JOURNAL et fin

FR3

19 h 20 - Actualités Régionales
19 h 40 - Un lieu, un événement
19 h 55 - Flash Journal
20 h 00 - Melanesia 2000
20 h 30 - Les personnages
22 h 00 - JOURNAL et fin

DIMANCHE 18 AVRIL

TF1

14 h 00 - Les rendez-vous du dimanche
17 h 10 - Le petit boudinat Film français de B. T. Michel (1969)

18 h 45 - Nans le berger
19 h 15 - Les animaux du monde
19 h 45 - JOURNAL
20 h 30 - Le roi et moi
22 h 30 - La leçon de musique
23 h 30 - JOURNAL et fin

A2

14 h 00 - Le miracle des loups - Film français d'André Hunebelle (1961)
16 h 20 - Les robinson Suisses - Série américaine
17 h 10 - Résultats sportifs
17 h 15 - Monsieur cinéma
18 h 15 - Cyclisme - Liège-Bastogne-Liège
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - Système 2
21 h 40 - Les brigades du tigre
22 h 35 - Catch
23 h 05 - JOURNAL et fin

FR3

19 h 55 - Spécial sports
20 h 05 - Deux enfants en Afrique
20 h 30 - Les visiteurs du dimanche soir
22 h 15 - JOURNAL
22 h 30 - Intrigues - Film américain de C. Brown (1928)
24 h 00 - FIN

LUNDI 19 AVRIL

TF1

20 h 30 - Circonstances Atténuantes. Film français de J. Boyer (1939)
21 h 55 - Alexandre Nevski
22 h 40 - JOURNAL et fin

FR3

20 h 30 - Prestige du cinéma Une parisienne. Film français de M. Boisrond. 1957
21 h 50 - JOURNAL et fin

feuilleton

HON DAT

DE ANH DUC

Résumé : Tam Chan et Ngan rendent visite à Su et Quyen, Thuy, la fille de Su, voudrait aller seule à l'école. Sa grand-mère s'y oppose.

6^e EPISODE : MERE SAU

Je ne suis pas tranquille en la conduisant et mon cœur se met à battre au moindre bruit d'avion. Comment ferait-elle pour s'abriter si elle était seule sur la route et que surviennent des avions ?

— Mais on a creusé des tas d'abris le long de la route, grand-maman, répondit la petite.

— Vois comme elle est raisonnable, Tam Chan. Des abris ? Bien sûr qu'il y en a. Mais dis-moi, comment ferais-tu s'il s'y trouvait des serpents ?

Quyên intervient.

— Vous savez, maman a peur de tout !

— Oui ! Je suis une froussarde ! fit Mère Sau en jetant un regard en coin vers sa cadette.

«Non, Mère Sau est loin d'être froussarde !» se dit Tam Chan. En 1958, il l'avait vue de ses propres yeux triompher d'une terrible épreuve. Deux sentinelles du poste de Hon Dat aperçurent un jour du haut de leur mirador un enfant perché sur son buffle près de la colline. L'un des soldats, sur un pari dont l'enjeu était une cigarette blonde, visa et abattit le gosse qui roula sur le sol. Révoltée, la population de Hon Dat porta le corps du petit jusqu'au poste. Hai Thep dut envoyer sa femme et Su rejoindre les manifestants en leur recommandant : «Il faut obtenir le châtiement du coupable à tout prix». Lui et Tam Chan, cachés dans une maison sur l'autre rive, suivaient le déroulement de la lutte. Les soldats barraient la route et défendaient l'accès du poste, rétorquant aux accusations de la foule que l'enfant avait été



simplement touché par une balle perdue. Mais les manifestants passèrent outre et continuèrent leur avance. Xam, qui commandait alors le poste de Hon Dat, se précipita au devant d'eux et pointa sa carabine sur Mère Sau qui marchait en tête.

— Demi-tour ! hurla-t-il. Encore un pas, la vieille, et je ne te raterai pas !

Instant crucial qui décidait de l'issue de l'affrontement. Xam était un sanguinaire forcené capable de tuer Mère Sau pour un rien. Si celle-ci reculait, la lutte était perdue. Mais non, elle ne recula pas. Elle dit à Xam quelques mots que Tam Chan était trop loin pour pouvoir entendre. Il vit seulement trembler le canon de la carabine. Sur ces entrefaites, une femme s'avança et vint se placer entre l'arme et Mère Sau. C'était Mme Ca Xoi, la propre mère du chef de poste. Elle dit quelque chose à son fils puis, subitement, releva le canon

de la carabine d'un geste péremptoire. Mère Sau et les manifestants en profitèrent pour faire irruption dans le poste.

En fin de compte, l'ennemi dut mettre le meurtrier aux arrêts. Xam promit de jeter celui-ci en prison. Au retour, Tam Chan demanda à Mère Sau ce qu'elle avait dit à Xam.

Mère Sau répondit :

— J'ai dit : «Si tu me tues, Xam, ce sera comme si tu abattais madame Ca Xoi». Et celle-ci a dit : «Ne tire pas sur Mme Sau, tire plutôt sur moi. Tiens, voici ma poitrine : Xam, tire donc !»

Xam n'avait pu presser sur la gâchette. Il était réputé sanguinaire enragé, mais il ne pouvait encore se résoudre à abattre sa propre mère.

En regardant Mère Sau aujourd'hui, Tam Chan se souvint comme d'hier du moment où elle affrontait le canon pointé sur sa poitrine.

— Vous semblez redouter les avions, Ma, dit-il, mais comment se fait-il que vous n'avez pas eu peur l'autre fois devant la carabine de Xam ?

Mère Sau resta silencieuse un long moment. Puis :

— Je ne crains pas les avions non plus, dit-elle en détachant les mots. Mais je tremble pour mes enfants et les enfants de mes enfants. De quoi aurais-je peur, moi qui ai un pied dans la tombe ?

Elle poursuivit :

— Et c'est une façon de parler, car je ne suis pas près de mourir. Il me faudra vivre jusqu'au jour de la réunification, il me faudra contempler les traits du président Ho de mes propres yeux. Je ne pourrai les fermer sans regret qu'après avoir assisté à ces deux événements.

IRAN

50 ANS DE CRIMES DES PAHLEVI 50 ANS DE LUTTE DU PEUPLE

LES FORCES REVOLUTIONNAIRES

Après le coup d'Etat de 53, les organisations politiques disparaissent pratiquement complètement de la scène. Le Parti Toudeh n'organisa même pas la lutte alors qu'il en avait les moyens. Pendant près de dix ans les formes d'organisation des progressistes, anti-impérialistes et révolutionnaires furent presque inexistantes.

Cependant, beaucoup de jeunes rallient les mouvements existants, ce sont des éléments très dynamiques qui se mettront ensuite sur des positions révolutionnaires.

C'est dans les années 59-63, alors que le régime se trouvait dans une profonde crise économique, que les luttes revendicatives se développaient, qu'apparut une certaine réorganisation

BRISER AVEC LE MOUVEMENT TRADITIONNEL

Les leçons politiques de ces journées seront importantes, décisives pour l'avenir de la lutte en Iran. Cet échec a permis une prise de conscience surtout chez les jeunes nouvellement entrés dans la lutte. Il devenait clair pour les révolutionnaires qui étaient dans ces organisations traditionnelles, qu'il fallait couper les liens avec elles, abandonner la lutte légaliste ou parlementariste pour s'orienter vers une voie plus radicale. Ces éléments avaient d'autre part un autre obstacle à surmonter : le pessimisme assez profond qu'avait entraîné la trahison de la direction du parti Toudeh.

C'est sur la base de ces leçons historiques que le mouvement révolutionnaire iranien prend un nouvel élan. Une tendance marxiste-léniniste s'affirme au sein de ce mouvement. Des membres du parti Toudeh le quittent sur des positions marxistes-léninistes alors qu'au niveau international s'engage la lutte contre le révisionnisme khrouchtévien pour la défense des principes révolutionnaires. Ce débat au sein du mouvement communiste international favorisera une prise de conscience anti-révionniste dans les rangs des révolutionnaires iraniens. Il ne faut pas négliger non plus l'influence que purent avoir les luttes de certains peuples du Tiers-Monde comme en Algérie ou à Cuba.

Ces organisations qui apparaissent à cette époque, quoique gardant quelques défauts hérités du passé, se démarquent nettement du mouvement traditionnel. Elles chercheront à surmonter

leurs faiblesses par une lutte interne ferme et ce sont les acquis suivants qui l'emporteront :

• La conscience de la nécessité de la violence révolutionnaire face à la violence réactionnaire.

• La conscience de la nécessité de lutter contre le réformisme et le révisionnisme qui ont mené à l'échec les luttes populaires.

DEUX COURANTS

Dans ce mouvement naissant, apparaissent deux courants politiques : l'un appelle principalement à user de la violence révolutionnaire, à mener la guérilla ; l'autre à préparer la lutte armée de masse en développant un travail politique chez les travailleurs et dans les différentes couches du peuple.

Quelques organisations se forment mais sont rapidement appréhendées par la police et détruites, comme le groupe Palestine en 69. Dans les années 70, deux organisations importantes engagent la lutte armée : il s'agit de l'Organisation des Guerilleros-Fedaï du Peuple et de l'Organisation des Combattants du Peuple d'Iran. Pour les deux, il est nécessaire d'organiser les masses.

Les acquis de cette lutte sont représentés aujourd'hui par l'OCPI. Faisant une étude critique de leur propre lutte, les Combattants du Peuple ont abandonné l'idéologie dont ils se réclamaient, l'Islam révolutionnaire, pour se référer au marxisme-léninisme. Ils ont non seulement engagé la lutte contre l'idéalisme, pris des positions marxistes léninistes, mais mis en avant la nécessité de travailler en direction de la classe ouvrière, la définissant comme l'axe

des luttes. Mais il existait des difficultés réelles à surmonter les traditions parlementaristes. Les gens cherchaient de nouveau à s'organiser autour des mouvements traditionnels comme le «Front National» qui était sous la direction de la bourgeoisie nationale, ou le Parti Toudeh sous direction de la petite bourgeoisie réformiste.

Puis arrivent les événements du «15 Khordad», (5 juin 63), organisés par les religieux progressistes, où des manifestations anti-américaines massives, qui dureront deux jours, seront très durement réprimées : il y eut de 10 à 15000 morts : une véritable chasse à l'homme était organisée dans les rues où police et armée tiraient à vue pour tuer.

principal du travail à développer aujourd'hui.

«Les organisations d'avant-garde doivent s'appuyer non pas sur les sentiments blessés de l'intelligentsia face à la dictature, non plus sur la révolte spontanée de la petite bourgeoisie radicale face à la bourgeoisie dominante, mais il faut qu'elles s'appuient sur les épaules des masses exploitées et des classes travailleuses qui ne peuvent absolument pas collaborer avec le régime ni être séparées du mouvement révolutionnaire par lui. Ces classes, bien qu'elles n'aient pas encore pleine conscience de leur tâche historique, deviendront le bastion imprenable des forces révolutionnaires dès que la théorie révolutionnaire y pénétrera, dès qu'elles reconnaîtront leur intérêt principal dans les objectifs politiques du mouvement révolutionnaire : la victoire irréversible de la révolution sera alors garantie». (1)

L'OCPI a non seulement ainsi tiré une conclusion sur le plan idéologique, mais a surtout défini comme sa tâche immédiate, le travail en direction de la classe ouvrière. Cette décision est importante alors qu'aujourd'hui encore, les organisations révolutionnaires en Iran ont une base sociale principalement au sein de la petite bourgeoisie, de l'intelligentsia, du milieu universitaire et chez les religieux progressistes dont la prise de conscience s'est renforcée ces cinq dernières années. Parallèlement, pendant ces années là, la classe ouvrière a développé des luttes de plus en plus dures contre l'exploitation féroce qu'elle subit. Malgré tout subsiste encore dans le mouvement révolutionnaire iranien le courant de «guérilla avant tout».

Une autre leçon plus clairement tirée par l'OCPI, celle de la lutte contre le révisionnisme : «Le révisionnisme est une déviation vers l'idéologie et l'intérêt capitalistes, bureaucratiques et technocrates qui, traînant dans sillage du capitalisme, vivent des miettes qu'il leur accorde ou qu'ils attendent de lui. Cette tendance cherche à emmener le marxisme à une théorie sans vie ni contenu révolutionnaire, elle n'est qu'un moyen démagogique au service des dirigeants traîtres du Parti et de régimes soi-disant progressistes mais en fait bourgeois-libéraux, social-impérialistes ou impérialistes tout court. De ce point de vue, les révisionnistes sont les pires ennemis des masses car ils se déguisent en amis». (1)

En plus de ces deux principales organisations, il existe de nombreux groupes dont les groupes révolutionnaires musulmans (par exemple le groupe des Madhavioun) qui mènent la lutte armée.

Ces organisations révolutionnaires ont aujourd'hui acquis une certaine expérience qui leur permet de développer la lutte. Dès leur création, elles ont été en butte aux attaques du régime, mais aussi du Parti révisionniste Toudeh. Elles ont perdu nombre de leurs sous la torture, sous les balles : beaucoup sont en prison ; mais ces organisations font preuve aujourd'hui d'une force de plus en plus grande, tant au niveau politique qu'organisationnel, qui affermit la confiance dans le développement de la lutte révolutionnaire en Iran.

L'ORGANISATION DES COMBATTANTS DU PEUPLE D'IRAN



Cette organisation est née en 1965. Elle se référait alors à l'idéologie de l'Islam révolutionnaire. Fin 75, après deux ans de lutte idéologique interne, elle a publié une déclaration dans laquelle, à partir des acquis de 10 ans de lutte clandestine et cinq ans de lutte armée, elle proclame sa référence au marxisme léninisme et explique que le développement ultérieur de la lutte «dépend de la réalisation des tâches... qui peuvent être résumées de la manière suivante :



Vahid AFRAKHTEH, principal accusé du procès de décembre 75, exécuté en janvier 76.

-l'orientation stratégique des organisations armées d'avant-garde en direction des classes laborieuses et inférieures de la société (en particulier des ouvriers, les couches inférieures et opprimées de la petite bourgeoisie urbaine et les paysans pauvres et tous les pauvres de la campagne).

-le contact avec la lutte particulière de ces classes par les différents moyens politiques, organisationnels et militaires.

-agitation et propagande des idées révolutionnaires parmi ces classes, la croissance et l'organisation de leur lutte jusqu'au niveau de la lutte armée, par les moyens sus-mentionnés.

Cette organisation apporte un soutien internationaliste effectif à la lutte du peuple omanien contre l'agression du Chah.

Plusieurs membres et sympathisants de cette organisation se trouvaient parmi les dix condamnés à mort dont neuf ont été exécutés en janvier dernier. Ils étaient accusés d'avoir abattu Zandi Pour, un responsable de la SAVAK et deux conseillers militaires américains.

L'OCPI édite depuis un an un organe en direction de la classe ouvrière «L'insurrection ouvrière», seule publication faite, en Iran, en direction de cette classe.

(1) Extrait du Manifeste Idéologique de l'OCPI édité en novembre 75.

L'ORGANISATION DES GUERILLERO-FEDAÏ DU PEUPLE

Cette organisation est née en 1969. Elle s'est toujours réclamée du marxisme léninisme. Elle appartient au courant qui privilégie la lutte armée. Cette organisation affirme la nécessité d'aller à la classe ouvrière, d'y trouver les éléments conscients pour les amener à la guérilla.

Elle a à son actif, l'exécution de chefs de la police politique, de tortionnaires et d'autres opérations de guérilla.

Au printemps 75, elle procéda à l'exécution d'un capitaliste iranien, Fateh, propriétaire d'usines textiles à Tchite Djahan, qui fit appel à la police alors que les travailleurs étaient en grève et manifestaient. L'intervention de la police fit dix neuf morts et plusieurs blessés. Son exécution fut suivie de distribution de tracts. Un traître du Parti Toudeh, Chahriari, agent de la CIA et de la SAVAK fut également exécuté.

Comme les Combattants du Peuple, les Guerillero-Fedaï du Peuple affirment leur soutien à la révolution en Oman : «Ainsi appuyer la révolution d'Oman tout en hâtant la fin du régime fantoche, celui de Quabous, serait en même temps porter un coup sévère aux tardives ambitions expansionnistes et fascistes du Chah. De même, toute action de soutien efficace et toute solidarité agissante à l'égard de la révolution iranienne, en affaiblissant la



Masoud Ahmad Zadeh, membre fondateur, tombé en martyr.

réaction que nous combattons directement, hâterait la victoire totale de la révolution en Oman».

Cette organisation compte également de nombreux martyrs morts sous la torture ou exécutés par le régime.